

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

PROJET D'AMENAGEMENT TERRITORIAL ET DE PROMOTION DU SECTEUR
PRIVE DE LA REGION DE L'EXTREME-NORD

Demande de Propositions Services de Consultants

Sélection de Consultants pour les Services de :

L'AUDIT ET LA SENSIBILISATION A LA SECURITE ROUTIERE DANS
LE CADRE DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES TRONCONS DE
ROUTE MOUTOURWA-MAROUA ET MAGADA-GUIDIGUIS-YAGOUA

N° de la DDP : N° 000012 /DDP/MINTP/CCCMTR/CSPM-PFC/2024

Sélection de Consultants pour les services de : l'audit et la sensibilisation a la sécurité
routière dans le cadre des travaux de réhabilitation des tronçons de route Moutourwa-
Maroua et Magada-Guidiguis-Yagoua

Client : Ministère des Travaux Publics

Pays : République du Cameroun

Émise le : 14 OCT 2024

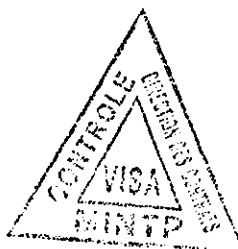
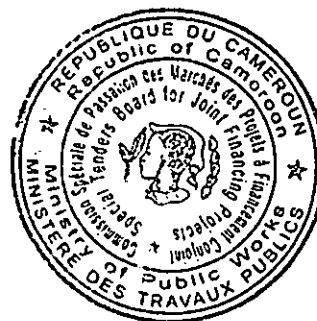
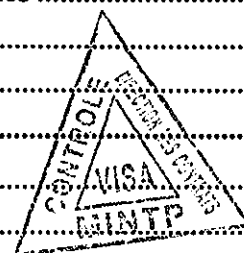
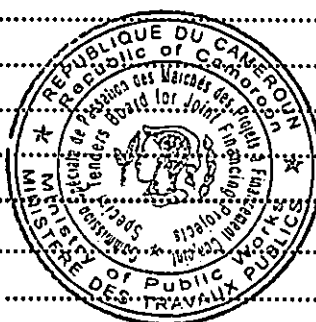
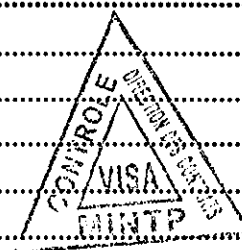


TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	1
PARTIE I	5
SECTION 1. LETTRE D'INVITATION.....	5
SECTION 2. INSTRUCTIONS AUX CONSULTANTS ET DONNEES PARTICULIERES.....	11
A. DISPOSITIONS GENERALES	11
1. Définitions	11
2. Introduction	13
3. Conflit d'intérêts	13
4. Avantage compétitif inéquitable.....	14
5. Fraude et corruption.....	14
6. Éligibilité	14
B. PREPARATION DES PROPOSITIONS	16
7. Considérations générales	16
8. Frais de préparation de la proposition	16
9. Langue	16
10. Documents constitutifs de la Proposition	16
11. Une seule Proposition	16
12. Validité de la Proposition	16
13. Éclaircissements et modifications apportés aux documents de la Demande de Propositions	17
14. Établissement des Propositions – Remarques spécifiques	18
15. Format et contenu de la Proposition technique	19
16. Proposition financière	20
C. DEPOT, OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS.....	20
17. Dépôt, cachetage et marquage des Propositions.....	20
18. Confidentialité	21
19. Ouverture des Propositions techniques.....	22
20. Évaluation des Propositions.....	22
21. Évaluation des Propositions techniques	22
22. Propositions financières pour SBQ.....	23
23. Ouverture publique des Propositions financières (pour les méthodes SBQC, SCBD et SMC).....	23
24. Correction des erreurs.....	24
25. Impôts et taxes	24
26. Conversion en une seule monnaie	25
27. Évaluation combinée de la qualité et du coût	25



I.	MODELE DE CONTRAT.....	113
II.	CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT	117
A.	DISPOSITIONS GENERALES.....	117
1.	Définitions	117
2.	Relations entre les Parties.....	118
3.	Droit applicable au Contrat.....	119
4.	Langue	119
5.	Titres.....	119
6.	Notifications	119
7.	Lieux.....	119
8.	Autorité du Chef de file	119
9.	Représentants autorisés.....	119
10.	Fraude et Corruption, et éligibilité	119
B.	COMMENCEMENT, ACHEVEMENT, AMENDEMENT ET RESILIATION DU CONTRAT..	120
11.	Entrée en vigueur du Contrat.....	120
12.	Résiliation du Contrat par défaut d'entrée en vigueur.....	120
13.	Commencement des Services	120
14.	Achèvement du Contrat	120
15.	Contrat formant un tout	121
16.	Avenants	121
17.	Force Majeure.....	121
18.	Suspension.....	122
19.	Résiliation.....	123
C.	OBLIGATIONS DU CONSULTANT	125
20.	Dispositions générales	125
21.	Conflit d'intérêts.....	126
22.	Obligation de réserve.....	128
23.	Responsabilité du Consultant	128
24.	Assurance à la charge du Consultant.....	128
25.	Comptabilité, inspection et audits	128
26.	Obligations en matière de rapports.....	129
27.	Propriété des documents préparés par le Consultant	129
28.	Équipement, véhicules et fournitures	129
D.	LE PERSONNEL DU CONSULTANT ET SOUS-TRAITANTS.....	130
29.	Description du Personnel clé	130
30.	Remplacement de Personnel clé.....	130
31.	Retrait de personnel ou de sous-traitant	130
E.	OBLIGATION DU CLIENT.....	131





Partie I

Section 1. Lettre d'invitation





Lettre d'invitation

Services de Consultants

Désignation de la mission : Audit et sensibilisation à la sécurité routière dans le cadre des travaux de réhabilitation des tronçons de route Moutourwa-Maroua et Magada-Guidiguis-Yagoua

DDP N° 000012 /DDP/MINTP/CCCM-TR/CSPM-PFC/2024 du 14 OCT 2024

Prêt BAD N° : 2000200006204 du 12 avril 2024

Pays : République du Cameroun

Date : 24 OCT 2024

Madame/Monsieur,

1. La République du Cameroun ci-après dénommé « l'Emprunteur », a obtenu un financement de la Banque Africaine de Développement « Banque » sous la forme d'un « prêt » (ci-après dénommé « prêt » en vue de financer le coût du Projet d'Aménagement Territorial et de Promotion du Secteur Privé de la Région de l'Extrême-Nord (PAT) : Réhabilitation des tronçons de routes Magada-Yagoua (137 km) sur la RN12 et Moutourwa-Maroua (36km) sur la RN1. Le Ministère des Travaux Publics représentant du Client, entend affecter une partie du produit de ce Prêt aux paiements éligibles relatifs au marché pour lequel la présente demande de proposition est émise. La Banque n'effectuera les paiements qu'à la demande du Gouvernement de la République du Cameroun, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux clauses et conditions de l'accord de prêt. Ledit accord de prêt interdit tout retrait du compte de prêt destiné au paiement de personnes physiques ou morales, ou à une importation de biens si ce paiement ou cette importation, à la connaissance de la Banque, tombe sous le coup d'une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Aucune partie autre que [l'Emprunteur ou le Client, ou le Bénéficiaire] ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans l'accord de prêt ni prétendre détenir une créance sur le produit du prêt. Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque africaine de Développement applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets et Programmes d'Investissement.
2. Le Client vous invite à présenter une proposition en vue de la fourniture des services de Consultants ci-après : Audit et sensibilisation à la sécurité routière dans le cadre des travaux de réhabilitation des tronçons de route Moutourwa-Maroua et Magada-Guidiguis-Yagoua. Pour de plus amples renseignements sur les Services en question, veuillez consulter les Termes de référence (Section 7).
3. La présente Demande de propositions (DDP) a été adressée aux Consultants inscrits sur la Liste restreinte, dont les noms figurent ci-après :

26

yl

N° d'ordre	Firme	Chef de file	Nationalité	Adresse, Tel, Email	Nationalité des autres membres des Groupements
1	GPT BPL Project Experts/ Mining Infrastructures Consulting Services (MICS)	GPT BPL Project Experts	Ivoirienne	BP.: 813 Abidjan 27 Tél-Fax. : (+225) 27 22 54 40 69 / 07 59 24 85 93 Email : bpl@bpl-sa.com / tech@bpl-sa.com / dq@bpl-sa.com	Française
2	Ets TFM INTERNATIONAL		Camerounaise	BP.: 7048 Yaoundé Tél-Fax. : (+237) 675 252 489 / 656 762 748 Email : fabientasso@yahoo.fr	RAS
3	FRED ENGINEERING S.R.L.		Italienne	Via Celimontana 15-00184 Rome Tél. : +39 06 86219 483 / +34 620 248 446 E-mail : info@fredeng.eu / www.fredeng.eu	RAS
4	GPT TECHNIPLAN & NABIMA INTERNATIONAL	GPT TECHNIPLAN	Italienne	BP 14 00198 Rome Tel: +39 06 85350880 Fax: +39 06 85354044 E-mail: techniplan@gmail.com	Camerounaise

4. Le transfert de la présente DDP à une autre firme n'est pas autorisé.
5. Un Consultant sera choisi selon les procédures de la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût (SBQC) et requérant le format d'une **Proposition technique complète (PTC)** comme décrite dans la présente DDP, conformément au «Cadre de Passation des Marchés de la Banque édition d'Octobre 2015», qui peut être consulté à l'adresse : <https://www.afdb.org>. La présente DDP comprend les documents suivants :
- Section 1 - La présente Lettre d'invitation
 - Section 2 - Instructions aux Consultants et Données particulières
 - Section 3 - Proposition technique Complete (PTC) – Formulaire Types
 - Section 4 - Proposition financière – Formulaire Types
 - Section 5 – Pays éligibles
 - Section 6 – Fraude et Corruption
 - Section 7 - Termes de référence
 - Section 8 - Contrat Type : **Marché rémunéré au forfait.**
 - Section 9 – Formulaire de Notification de l'intention d'attribution et de Divulgence des bénéficiaires effectifs.
6. Veuillez avoir l'obligance de nous faire savoir, au plus tard le 04 NOV 2024, par écrit à l'adresse :

À l'attention de Monsieur le Ministre des Travaux Publics,

Avec Copie adressée à :

Agence d'Exécution de Projet : Cellule des Projets Routiers à
Financement Conjoint,
Ministère des Travaux Publics - Yaoundé, Cameroun,
Téléphone : (237) 666-00-39-34 ;
E-mail : csepr_badbm@yahoo.fr

- (a) que vous avez reçu cette Lettre d'invitation ;
- (b) si vous soumettez une proposition seule ou si, afin d'augmenter votre expérience, vous sollicitez l'autorisation de vous associer avec une ou d'autres firmes (si cela est permis dans la Section 2, Instructions aux Consultants (IC), Données particulières 14.1.1).
- (c) à moins que le Consultant figurant sur la liste restreinte n'ait obtenu l'autorisation du Client pour tout changement dans la composition du Consultant avant la date limite de

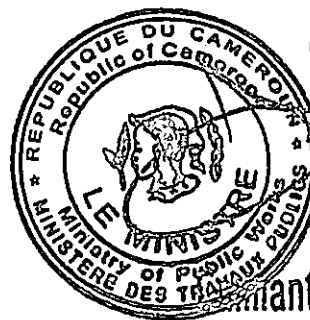
soumission des propositions, la proposition reçue d'un Consultant dont la composition est différente de celle de la liste restreinte visée au paragraphe 3, sera rejetée. Cette règle s'applique à tout changement apporté par l'ajout ou le retrait d'un membre constituant le Consultant de la liste restreinte (par exemple, un membre d'un groupe ou un sous-traitant) ainsi qu'aux changements résultant de sa responsabilité ou de ses obligations (par exemple, un groupement précédemment proposé demandant à évoluer en sous-traitance et vice versa entre les sociétés mentionnées dans cette liste restreinte.

- (d) conformément aux paragraphes 6 (b) et (c) ci-dessus, toutes demandes d'autorisation de modification doivent être reçues par le Client au plus tard 15 jours à compter de la date d'envoi de la présente Demande de proposition. Le Client devra tenir compte des implications pertinentes de la modification demandée avant d'accorder ou de refuser l'autorisation qui sera rapidement notifiée au Consultant. Dans le cas d'un changement demandé dans la composition du Consultant inscrit sur la liste restreinte, il est porté à l'attention du Consultant qu'il risque d'être déclaré non qualifié à figurer sur la liste restreinte, ce qui peut entraîner son retrait de la liste restreinte si, de l'avis du Client, qui sera définitif, cela serait contraire à l'économie, l'efficacité et à la concurrence, et/ou à la qualification du Consultant.

7. Les détails sur la date, l'adresse et l'heure de remise de la Proposition sont indiqués dans les Clauses IC 17.7 et 17.9.

Nous vous prions de croire, Madame/Monsieur, en l'assurance de notre considération distinguée.

Le Ministre des Travaux Publics
(Maître d'ouvrage/Autorité Contractante)



Manuel NGANOU D.



Letter of Invitation

Consultancy Services:

Designation of the Mission: Road safety audit and sensitization within the framework of the rehabilitation of the Moutourwa-Maroua and Magada-Guidiguig-Yagoua road sections

RFP N°: 00001 RFP/MINPW/CCC-RWC/SPC-JFP/2024 of 24 OCT 2024

Loan N°: 2000200006204 of April 12, 2024

Country: The Republic of Cameroon

Date: 24 OCT 2024

Sir/Madam,

- The Republic of Cameroon (hereinafter referred to as the "Client") has obtained funding from the African Development Bank (the "Bank") in the form of a loan (hereinafter referred to as the "Loan") to cover the cost of the **Regional Development Project and Promotion of the private sector of the Far North Region (RDP) : Rehabilitation of the Magada-Yagoua (137 km) and the Moutourwa-Maroua (36km) road sections of the N12 and N1 respectively**. The Ministry of Public Works, representative of the Client, intends to allocate part of the proceeds of this loan for eligible payments related to the contract for which this Request for Proposal is issued. The Bank shall only make payments at the request of the **Government of the Republic of Cameroon**, after having approved such payments in accordance with the terms and conditions of the loan agreement. The said loan agreement prohibits any withdrawal from the loan account for payment to natural or legal persons, or for importation of goods, if such payment or importation to the knowledge of the Bank, is prohibited by the United Nations Security Council under Chapter VII of the Charter of the United Nations. No party other than the Client may avail itself of any of the rights set out in the loan agreement or claim a right on the proceeds of the loan. For this Contract, the Client shall make payments using the Direct Payment Method, as defined in the African Development Bank's Guidelines for Disbursements within the Framework of Investment Projects and Programs Financing.
- The Client invites you to submit a proposal for the provision of the following consultancy services: **Road safety audit and sensitization within the framework of the rehabilitation of the Moutourwa-Maroua and Magada-Guidiguig-Yagoua road sections**. For more information on the Services in question, please refer to the Terms of Reference (Section 7).
- This Request for Proposal (RFP) has been sent to the shortlisted consultants, as listed below :

SN	Firm	Lead firm	Nationality	Address, Tel, Email	Nationality of the other members of the Joint Venture
1	BPL Project Experts/ Mining Infrastructures Consulting Services (MICS) JV	GPT BPL Project Experts	Ivoirian	P.O. Box 13 Abidjan 27 Tel-Fax : (+225) 27 22 54 40 69 / 07 59 24 85 93 Email: bpl@bpl-sa.com / tech@bpl- sa.com / dg@bpl-sa.com	French
2	Ets TFM INTERNATIONAL	-	Cameroonian	P.O. Box 7048 Yaoundé Tel-Fax: (+237) 675 252 489 / 656 762 748 Email: fabientasso@yahoo.fr	-

SN	Firm	Lead firm	Nationality	Address, Tel, Email	Nationality of the other members of the Joint Venture
3	FRED ENGINEERING S.R.L.		Italian	Via Celimontana 15-00184 Rome Tel. : +39 06 86219 483 +34 620 248 446 E-mail : info@fredeng.eu www.fredeng.eu	
4	TECHNIPLAN & NABIMA INTERNATIONAL JV	TECHNIPLAN	Italian	P.O. Box 14 00198 Rome Tel: +39 06 85350880 Fax: +39 06 85354044 E-mail:techniplan@gmail.com	Cameroonian

4. The transfer of this RFP to another firm is not permitted.
5. A consultant will be selected following the procedures of the Quality and Cost Based Selection (QCBS) Method and in a complete technical proposal format (TPF) as described in this RFP, in accordance with the "Bank's Procurement Framework - October 2015 Edition", which can be consulted at: <https://www.afdb.org>. This RFP comprises the following documents:
- Section 1 - This Letter of Invitation;
 - Section 2 - Instructions to Consultants and Data Sheet;
 - Section 3 - Complete Technical Proposal [CTP] - Standard Forms;
 - Section 4 - Financial proposal - Standard forms;
 - Section 5 - Eligible countries;
 - Section 6 - Fraud and Corruption;
 - Section 7 - Terms of reference;
 - Section 8 - Contract Standard (Fixed-price contract);
 - Section 9 - Effective Beneficiary Notification and Disclosure Forms.
6. Please be kind to let us know, no later than the 04 NOV 2024, in writing to the following address:

To the Minister of Public Works,

With copy addressed to:

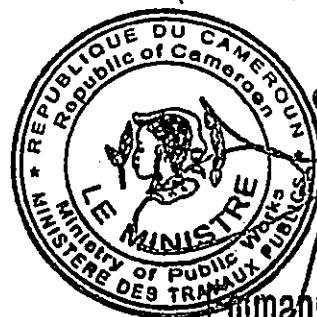
The Project Execution Unit: Joint Funding Road Projects Unit,
Ministry of Public Works - Yaoundé, Cameroon,
Telephone: (237) 666-00-39-34;
E-mail: csepr_badbm@yahoo.fr

- (a) that you have received this Letter of Invitation;
- (b) whether you will be submitting a proposal alone or whether, in order to increase your experience, you seek permission to associate with one or more firms (if permitted in Section 2, Instructions to Consultants (IC), Data Sheet 14.1.1);
- (c) unless the shortlisted Consultant had obtained the Client's authorization for any change in its composition prior to the deadline for submission of proposals, the proposal received from a Consultant whose composition is different from that of the short-list referred to in paragraph 3 shall be rejected. This rule applies to any change made by the addition or withdrawal of a member constituting the Consultant from the short-list (for example, a group member or a subcontractor) and to changes resulting from its responsibility or obligations (for example, a previously proposed group requesting to evolve into subcontracting and vice versa between the companies mentioned in this short list). Therefore, any request for amendment must be made in a timely manner in accordance with paragraph (d) below; and
- (d) Pursuant to paragraphs 6(b) and (c) above, all requests for authorization must be received by the Client no later than 15 days from the date of dispatch of this RFP. The Client shall take into account the relevant implications of the requested change before granting or refusing the authorization, which shall be promptly notified to the Consultant. In the event of a requested change in the composition of the shortlisted Consultant, the Consultant is advised that he or she may be declared unqualified to be on the shortlist, which may result in withdrawal from the shortlist if, in the Client's opinion, which shall be final, this would be contrary to the economy, efficiency and competitiveness, and/or the qualification of the Consultant.

7. Details of the date, address and time of submission of the Proposal are set out in Clauses IC 17.7 and 17.9.

Sincerely,

THE MINISTER OF PUBLIC WORKS
(Client/Contracting Authority)



Emmanuel NGANOU D.

12

Magada-Guidiguys-Yagoua. Pour de plus amples renseignements sur les Services en question, veuillez consulter les Termes de référence (Section 7).

3. La présente Demande de propositions (DDP) a été adressée aux Consultants inscrits sur la Liste restreinte, dont les noms figurent ci-après :

N° d'ordre	Firmes	Chef de file	Nationalité	Adresse, Tel, Email	Nationalité des autres membres des Groupements
1	GPT BPL Project Experts / Mining Infrastructures Consulting Services (MICS)	GPT BPL Project Experts	Ivoirienne	BP.: 813 Abidjan 27 Tél-Fax. : (+225) 27 22 54 40 69 / 07 59 24 85 93 Email : bpl@bpl-sa.com / tech@bpl-sa.com / dg@bpl-sa.com	Française
2	Ets TFM INTERNATIONAL	Ets TFM INTERNATIONAL	Camerounaise	BP.: 7048 Yaoundé Tél-Fax. : (+237) 675 252 489 / 656 762 748 Email : fabientasso@yahoo.fr	RAS
3	FRED ENGINEERING S.R.L.	FRED ENGINEERING S.R.L.	Italienne	Via Celimontana 15- 00184 Rome Tél. : +39 06 86219 483 / +34 620 248 446 E-mail : info@fredeng.eu / www.fredeng.eu	RAS
4	GPT TECHNIPLAN & NABIMA INTERNATIONAL	GPT TECHNIPLAN	Italienne	BP 14 00198 Rome Tel: +39 06 85350880 Fax: +39 06 85354044 E-mail: techniplan@gmail.com	Camerounaise

4. Le transfert de la présente DDP à une autre firme n'est pas autorisé.

5. Un Consultant sera choisi selon les procédures de la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût (SBQC) et requérant le format d'une **Proposition technique complète** (PTC) comme décrite dans la présente DDP, conformément au «Cadre de Passation des Marchés de la Banque édition d'Octobre 2015 », qui peut être consulté à l'adresse : <https://www.afdb.org>. La présente DDP comprend les documents suivants :

Section 1 - La présente Lettre d'invitation

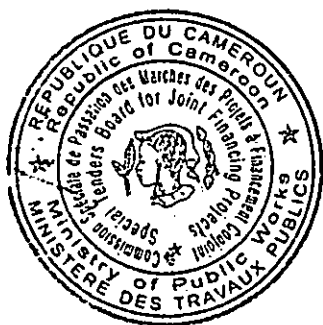
Section 2 - Instructions aux Consultants et Données particulières

Consultant inscrit sur la liste restreinte, il est porté à l'attention du Consultant qu'il risque d'être déclaré non qualifié à figurer sur la liste restreinte, ce qui peut entraîner son retrait de la liste restreinte si, de l'avis du Client, qui sera définitif, cela serait contraire à l'économie, l'efficacité et à la concurrence, et/ou à la qualification du Consultant.

7. Les détails sur la date, l'adresse et l'heure de remise de la Proposition sont indiqués dans les Clauses IC 17.7 et 17.9.

Nous vous prions de croire, Madame/Monsieur, en l'assurance de notre considération distinguée.

Le Ministre des Travaux Publics
(Maître d'ouvrage/Autorité Contractante)
Emmanuel NGANOU D.



Section 2. Instructions aux Consultants et Données Particulières

A. Dispositions générales

1. Définitions

- (a) Le terme « affilié » désigne un individu ou une entité qui contrôle directement ou indirectement le Consultant, ou est contrôlé par lui, ou est sous un contrôle commun avec le Consultant.
- (b) L'expression « Droit applicable » désigne les lois et autres textes ayant force de loi dans le pays du Client ou dans tout autre pays qui peut être indiqué dans les Données particulières, au fur et à mesure de leur publication et de leur mise en vigueur.
- (c) La « Banque » désigne l'institution de financement spécifique désignée dans les Données particulières.
- (d) Le terme « Emprunteur » désigne le Gouvernement, l'agence gouvernementale ou une autre entité ayant conclu avec la Banque un accord de [prêt/crédit/don].
- (e) Le terme « Client » désigne l'agence d'exécution devant signer le Contrat de Services avec le Consultant retenu.
- (f) Le terme « Consultant » désigne une entité professionnelle prestataire de services constituée légalement, pouvant fournir les Services au Client dans le cadre du Contrat.
- (g) Le terme « Contrat » désigne un accord écrit ayant force de loi passé entre le Client et le Consultant auquel sont joints les documents énumérés à la Clause 1, à savoir les Conditions générales du Contrat (CGC), les Conditions particulières du Contrat (CPC) et les Annexes.
- (h) L'expression « Données particulières » désigne la partie des Instructions aux Consultants (IC), Section 2 utilisée afin de refléter les circonstances et dispositions spécifiques au pays et à la mission, et complètent, sans s'y substituer, les dispositions des IC.
- (i) Le terme « jour » désigne un jour calendaire, sauf s'il est indiqué qu'il s'agit de « jour ouvrable ». Un jour ouvrable est un jour de travail officiel de l'Emprunteur, à l'exclusion des jours fériés officiels de l'Emprunteur.
- (j) Le terme « Personnel » désigne collectivement le personnel clé ou tout autre personnel du Consultant, des sous-traitants ou des partenaires de groupement.
- (k) Le terme « Gouvernement » désigne le gouvernement du pays du Client.
- (l) L'expression « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite (par courrier postal, courriel, télécopie, incluant si cela est indiqué dans les Données particulières, la distribution ou la remise par le canal du système d'achat électronique utilisé par le Client) avec accusé de réception ;
- (m) Les termes « Groupement d'entreprises » (ci-après dénommés Groupement) signifie une association disposant, ou non, d'une personnalité juridique distincte de celle des

2. Introduction

- 2.1 Le Client nommé dans les **Données particulières** a l'intention de sélectionner un Consultant parmi ceux dont les noms figurent sur la Lettre d'Invitation, conformément à la méthode de sélection spécifiée dans les **Données particulières**.
- 2.2 Les Consultants figurant sur la liste restreinte sont invités à soumettre une Proposition technique et une Proposition financière, ou une Proposition technique uniquement, comme spécifié dans les **Données particulières** pour la prestation des services de Consultants nécessaires à la mission désignée dans les **Données particulières**. La Proposition servira de base aux négociations du Contrat et, à terme, au contrat signé avec le Consultant retenu.
- 2.3 Les Consultants doivent s'informer des conditions locales et en tenir compte dans l'établissement de leur proposition et sont invités à assister à la conférence préparatoire aux propositions, si les **Données particulières** en prévoient une. Mais participer à ce genre de réunion n'est pas obligatoire. La participation à cette réunion est facultative et tous les frais sont à la charge du Consultant.
- 2.4 Le Client fournit à temps et sans frais pour le Consultant, les intrants, les données et rapports afférents aux projets pertinents spécifiés dans les **Données particulières**, nécessaires aux Consultants pour la préparation de leur proposition.

3. Conflit d'intérêts

- 3.1 Il est demandé au Consultant qu'il fournisse des conseils professionnels objectifs et impartiaux, qu'en toutes circonstances il défende avant tout les intérêts du Client, sans faire entrer en ligne de compte, l'éventualité d'une mission ultérieure, et qu'il évite scrupuleusement toute possibilité de conflit avec d'autres activités ou avec les intérêts de sa société.
- 3.2 Le Consultant a l'obligation d'informer le Client de toute situation présente ou potentielle de conflit d'intérêt qui risquerait de le mettre dans l'impossibilité de servir au mieux les intérêts du Client. Faute d'informer le Client sur l'existence d'une telle situation, le Consultant pourra être disqualifié ou son contrat résilié et/ou il sera passible de sanctions imposées par la Banque.

- 3.2.1 Sans restriction au caractère général de ce qui précède, un Consultant ne sera pas engagé dans les circonstances stipulées ci-après.

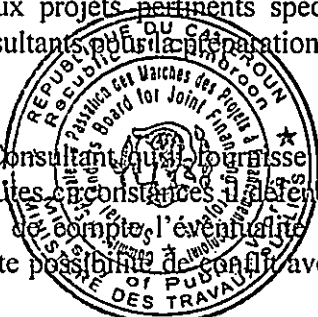
a. Activités incompatibles

- (i) Conflit entre les activités de Consultant et la fourniture de biens, de travaux ou de services (autres que les services de Consultants): une société qui a été engagée par le Client pour réaliser des travaux ou fournir des biens ou des services (autres que les services de Consultants) pour un projet, et toutes les firmes qui lui sont affiliées, ne pourra pas fournir des services de Consultants relatifs à ces biens, travaux ou services. De la même manière, une firme engagée pour fournir des services de Consultants en vue de la préparation ou de l'exécution d'un projet, et toutes les firmes qui lui sont affiliées, ne seront pas ultérieurement admises à réaliser des travaux ou fournir des biens ou des services (autres que les services de Consultants) qui feront suite ou seront directement liés aux services de Consultants précédemment fournis par la firme pour ladite préparation ou exécution.

b. Missions incompatibles

- ii) Conflit entre les missions de Consultant: un Consultant (y compris son personnel et ses sous-traitants), et toute entité qui lui est affiliée ne peuvent pas être engagés pour une mission qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec une autre mission du Consultant pour le compte du même Client ou d'un autre Client.

c. Relations incompatibles



ne peut être sélectionné, soumettre des propositions, se voir attribuer un contrat financé par la Banque ou bénéficier d'un contrat financé par la Banque, que ce soit sur le plan financier ou autre, pendant une période que la Banque aura définie. La liste des firmes et personnes radiées est disponible à l'adresse électronique indiquée dans les **Données particulières**.

b. Exclusions

6.3.2 Les firmes et personnes physiques d'un pays, ou les biens produits dans un pays peuvent être non-éligibles si cela est stipulé dans la Section 5 (Pays éligibles) et :

- (a) la législation ou la réglementation publique du pays de l'Emprunteur interdit les relations commerciales avec ce pays, et à la condition qu'une telle exclusion ne soit pas préjudiciable à la concurrence effective pour la fourniture des Services, de l'avis de la Banque, ou
- (b) en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l'Emprunteur interdit tout paiement à des personnes physiques ou morales de ce pays.

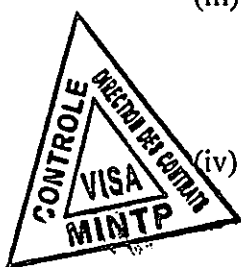
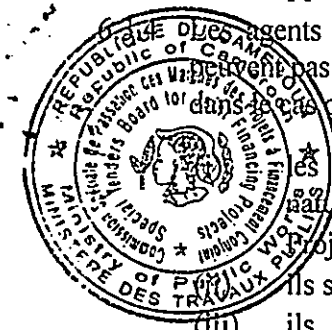
c. Restrictions pour les entreprises/institutions publiques

6.3.3 Les institutions/entreprises publiques du pays de l'Emprunteur sont admises à participer et se voir attribuer un marché si elles peuvent établir d'une manière jugée acceptable par la Banque : (i) qu'elles jouissent de l'autonomie juridique et financière ; (ii) qu'elles sont gérées selon les règles du droit commercial ; et (iii) qu'elles ne sont pas des organes sous la tutelle du Client.

d. Restrictions applicables aux agents publics

Les agents publics et personnels fonctionnaires du pays de l'Emprunteur ne peuvent pas figurer dans le personnel d'un Consultant, dans une proposition sauf dans les cas où :

- (i) les services de l'agent public ou personnel fonctionnaire sont de nature unique et leur participation est critique pour l'exécution du projet, et
- (ii) ils sont en congé sans solde ;
- (iii) ils ne sont pas embauchés par l'organisme pour lequel ils travaillaient, à moins qu'un délai raisonnable, qui ne sera pas inférieur à 12 mois, ne se soit écoulé entre leur ancien emploi dans l'organisme et tout engagement proposé ; et
- (iv) leur recrutement ne créerait pas de conflit d'intérêts, ni conflit avec les dispositions réglementaires ou légales du pays de l'Emprunteur, notamment en matière d'emploi.



e. Exclusion par l'Emprunteur

6.3.5 Une firme tombant sous le coup d'une sanction par l'Emprunteur l'excluant de ses marchés sera admise à participer au présent processus, à moins que, à la demande de l'Emprunteur, la Banque ne détermine que l'exclusion : (a) est

12.2 Durant cette période, le Consultant doit maintenir sa Proposition initiale sans aucun changement, y compris le personnel clé proposé, les taux et le prix total proposés.

12.3 S'il est établi qu'un personnel clé désigné dans la Proposition d'un Consultant n'était pas disponible au moment de la soumission de la Proposition, ou avait été mentionné sans que ledit personnel ait confirmé son accord pour figurer dans ladite Proposition, la Proposition sera rejetée et ne sera pas évaluée, et le Consultant pourra faire l'objet de sanctions en conformité à l'article 5 ci-avant.

a. Prolongation de la période de validité

12.4 Le Client fera tout son possible pour mener à bien les négociations dans le délai de validité de la Proposition. Cependant, en cas de besoin le Client peut demander par écrit aux Consultants ayant soumis une Proposition de prolonger la validité de leur Proposition.

12.5 Si le Consultant accepte de prolonger la durée de validité de sa Proposition, il doit le faire sans modifier sa Proposition initiale et il doit confirmer la disponibilité du personnel clé sous réserve des dispositions de l'article 12.7 des IC.

12.6 Le Consultant a le droit de refuser la prolongation de la validité de sa Proposition, auquel cas cette dernière ne sera pas davantage prise en considération.

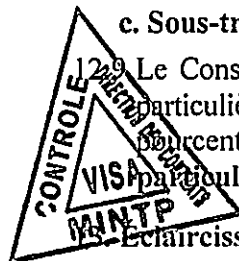
b. Remplacement de personnel clé lors de la prolongation de validité

12.7 Si un personnel clé n'est plus disponible durant la période de prolongation de la Proposition, le Consultant doit fournir une justification par écrit et les preuves nécessaires, à la satisfaction du Client, à l'appui de la demande de remplacement. Dans un tel cas, le remplaçant proposé devra présenter des qualifications et une expérience similaires ou supérieures à celles du personnel initialement proposé. Cependant, la note technique demeurera celle attribuée lors de l'évaluation du CV du personnel clé initialement proposé.

12.8 Si le Consultant ne propose pas un remplaçant présentant des qualifications et une expérience similaires ou supérieures à celles du personnel initial, ou si les motifs et/ou les justifications fournis à l'appui de la demande de remplacement ne sont pas acceptables par le Client, sa Proposition sera rejetée après non-objection de la Banque.

c. Sous-traitance

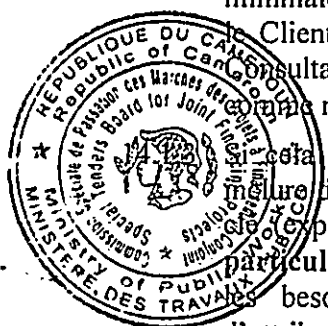
12.9 Le Consultant ne peut sous-traiter la totalité des Services, sous réserve des Données particulières. Le Consultant peut proposer la sous-traitance jusqu'à concurrence du pourcentage de la valeur totale du Contrat tel que spécifié dans les Données particulières.



d. Éclaircissements et modifications apportés aux documents de la Demande de Propositions

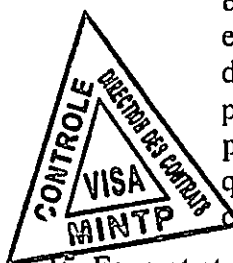
13.1 Le Consultant peut obtenir des éclaircissements sur toute partie de la DDP au plus tard le nombre de jours avant la date limite de remise des propositions indiqué dans les Données particulières. La demande d'éclaircissement doit être adressée par écrit, ou par moyen électronique sécurisé, à l'adresse du Client indiquée dans les Données particulières. Le Client répondra par écrit, ou par moyen électronique sécurisé, à la

- 14.1.2 Le Client peut fournir, dans les **Données particulières**, une estimation du montant ou du temps de travail du personnel clé (exprimé en expert-mois) ou le coût total estimé de la mission pour le Client, mais pas les deux. Cette estimation est indicative et la Proposition doit se fonder sur les propres estimations du Consultant du temps de travail du personnel. Cependant, lorsque la Banque convient avec le Client, de rendre obligatoire des associations entre firmes, à titre exceptionnel dans certaines circonstances et conditions particulières telles que le développement des capacités nationales, les missions pour lesquelles le transfert de technologie est essentiel et constitue un élément clé de la mission, ou d'autres considérations d'équité, et que la Banque est convaincue que cette disposition ne nuit pas à l'économie, l'efficacité et la compétitivité et qu'un nombre suffisant de spécialistes nationaux qualifiés disposant des compétences requises sont disponibles, le Client peut exiger que la proposition inclut une durée d'intervention ou une valeur d'intrants minimale, mais pas les deux, de spécialistes nationaux clés tel qu'estimé par le Client et décrit dans les **Données particulières**. La proposition d'un Consultant qui ne se conforme pas à cette exigence peut être considérée comme non conforme et rejetée.



- Si cela est spécifié dans les **Données particulières**, le Consultant doit inclure dans sa Proposition au minimum la durée de prestation de personnel exprimée dans la même unité de mesure stipulée dans les **Données particulières**, à défaut de quoi la Proposition financière sera ajustée pour les besoins de la comparaison des propositions et de la décision d'attribution, en conformité à la procédure indiquée dans les **Données particulières**. Si le Client demande l'inclusion du personnel clé national selon les modalités indiquées au 14.1.2, les **Données particulières** devront en préciser les détails. La proposition d'un Consultant qui ne se conforme pas à cette exigence peut être considérée comme non conforme et rejetée.

- 14.1.4 Pour la méthode de Sélection dans le cadre d'un budget déterminé, l'estimation du temps de travail du personnel clé n'est pas divulguée. Le budget total disponible, toutes taxes comprises ou à l'exclusion des taxes, est indiqué dans les **Données particulières**, et la Proposition financière ne doit pas excéder le budget indiqué. Si le Client demande l'inclusion du personnel clé national selon les modalités indiquées au 14.1.2, les **Données particulières** devront en préciser les détails. La proposition d'un Consultant qui ne se conforme pas à cette exigence peut être considérée comme non conforme et rejetée.



15. Format et contenu de la Proposition technique

- 15.1 La Proposition technique doit être préparée en utilisant les Formulaires types de la Section 3 de la DDP et inclure tous les documents dont la liste figure dans les **Données particulières**. La Proposition technique ne doit comporter aucune information financière. Une Proposition technique comportant des informations financières d'importance sera déclarée non-conforme.

- 15.1.1 Le Consultant ne doit pas proposer plusieurs personnels-clés pour un même poste. Seul un CV doit être présenté pour chacun des postes de personnel clé, sous peine de rejet de la proposition pour non-conformité.

Son habilitation est confirmée par une procuration écrite jointe à la Proposition technique établissant que le représentant a été dûment autorisé à signer.

17.2.1 La Proposition d'un groupement doit être signée par tous les partenaires, de manière à les engager juridiquement ; ou par un représentant habilité disposant d'une procuration écrite signée par les représentants autorisés de tous les partenaires du groupement.

17.3 Toute modification, ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signée ou paraphée par la personne signataire de la Proposition.

17.4 La Proposition technique et la Proposition financière signées doivent porter la mention « ORIGINAL » ou « COPIE », selon le cas. Le nombre de copies demandées est indiqué dans les **Données particulières**. Les copies doivent reproduire l'original signé. En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.

17.5 L'original et les copies de la Proposition technique doivent être placés dans une enveloppe cachetée portant clairement la mention « **PROPOSITION TECHNIQUE**, [nom de la mission] », [numéro de référence], [nom et adresse du Consultant], et un avertissement « **NE PAS OUVRIR AVANT [insérer la date et l'heure fixées pour la date et l'heure limites de remise des propositions]** ».

17.6 De même, l'original et les copies de la Proposition financière seront placés dans une enveloppe cachetée portant la mention « **PROPOSITION FINANCIÈRE** » [nom de la mission] », [numéro de référence], [nom et adresse du Consultant], et un avertissement « **NE PAS OUVRIR EN MÊME TEMPS QUE LA PROPOSITION TECHNIQUE** ».

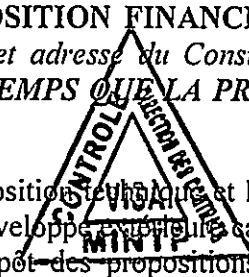
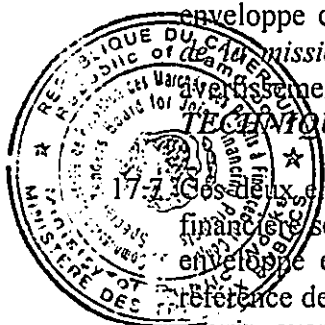
17.7 Ces deux enveloppes cachetées contenant la Proposition technique et la Proposition financière seront elles-mêmes placées dans une enveloppe extérieure cachetée. Cette enveloppe extérieure doit porter l'adresse de dépôt des propositions, numéro de référence de la DDP, les nom et adresse du Consultant, et un avertissement « **Ne pas ouvrir avant [insérer la date et l'heure limites de remise des Propositions mentionnées dans les Données particulières]** ».

17.8 Si les enveloppes et colis contenant les propositions ne sont pas cachetés et marqués comme stipulé, le Client ne sera nullement responsable si la Proposition est égarée ou ouverte prématurément.

17.9 La Proposition et tout modificatif doivent être reçus par le Client à l'adresse et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans les **Données particulières**, telles que prorogées le cas échéant. Une Proposition reçue par le Client après la date et l'heure limites de remise des propositions sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Consultant sans avoir été ouverte.

18. Confidentialité

18.1 À compter de l'ouverture des Propositions jusqu'à l'attribution du Contrat, le Consultant ne doit pas entrer en contact avec le Client pour tout motif relatif à la Proposition technique et/ou la Proposition financière. Aucune information relative à l'évaluation des Propositions ou la recommandation d'attribution ne sera divulguée



propositions qui ne répondent pas à des aspects importants de la DDP ou qui reçoivent une note inférieure à la note technique minimum de qualification spécifiée dans les **Données particulières** seront rejetées.

22. Propositions financières pour SBQ

22.1 En cas de Sélection basée sur la qualité technique (SBQ) uniquement, et après classement des Propositions techniques, le Consultant ayant obtenu la note le plus élevé est invité à négocier le Contrat.

22.2 Si des Propositions Financières ont été sollicitées en même temps que les Propositions Techniques, seule la Proposition Financière du Consultant techniquement le mieux classé, est ouverte par le Comité d'évaluation du Client. Toutes les autres propositions financières sont retournées sans avoir été ouvertes une fois les négociations du Contrat conclues avec succès et le Contrat signé.

23. Ouverture publique des Propositions financières (pour les méthodes SBQC, SCBD et SMC)

23.1 À l'issue de l'évaluation technique et après que la Banque a émis son avis de non-objection (le cas échéant), le Client avise les Consultants dont les propositions ont été jugées non-conformes à la DDP ou aux Termes de Référence, ou n'ont pas obtenu la note technique minimum de qualification en leur fournissant les informations suivantes :

(i) leur Proposition a été jugée non-conforme à la DDP ou aux Termes de Référence, ou n'a pas obtenu la note technique minimum de qualification ;

(ii) en leur fournissant la note technique globale et les notes au titre de chacun des critères et sous-critères attribués ;

(iii) leur Proposition financière leur sera renvoyée sans avoir été ouverte à l'issue du processus de sélection et d'attribution du Contrat.

23.2 Le Client, dans le même temps, avise par écrit les Consultants dont les propositions ont été jugées conformes à la DDP et aux Termes de Référence, et ont obtenu la note technique minimum de qualification en leur fournissant les informations suivantes :

(i) leur Proposition a été jugée conforme à la DDP et aux Termes de Référence, et a obtenu la note technique minimum de qualification ;

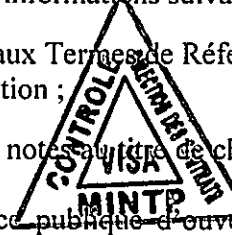
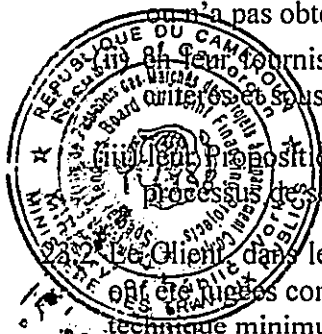
(ii) en leur fournissant la note technique globale et les notes au titre de chacun des critères et sous-critères attribués ;

(iii) leur Proposition financière sera ouverte en séance publique d'ouverture des Propositions financières ; et

(iv) leur indiquant le lieu, la date et l'heure d'ouverture des Propositions financières et les y conviant.

23.3 La date d'ouverture des Propositions financières doit être fixée de façon à permettre aux Consultants de prendre les dispositions nécessaires pour y assister et ne devrait pas être fixée plus tôt que sept (7) jours ouvrables suivant la date de notification des résultats de l'évaluation technique, comme décrite aux articles 23.1 et 23.2 des IC.

23.4 La participation du Consultant à l'ouverture des Propositions financières (en personne, ou en ligne si cette option est offerte dans les **Données particulières**) est facultative et est laissée au choix du Consultant.



26. Conversion en une seule monnaie

26.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, les prix seront convertis en une seule monnaie, en utilisant le cours de change vendeur, la source et la date indiqués dans les **Données particulières**.

27. Évaluation combinée de la qualité et du coût

a. Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC)

27.1 Dans le cas de SBQC, la note totale sera obtenue par l'addition des notes techniques et financières, après introduction d'une pondération selon la formule et les indications figurant dans les **Données particulières**. Le Consultant ayant présenté la Proposition la plus avantageuse, c'est-à-dire ayant obtenu la note combinée technique et financière la plus élevée, sera invité à négocier un contrat.

b. Sélection dans le cadre d'un Budget Déterminé (SCBD)

27.2 En cas de SCBD, les Propositions dépassant le budget indiqué à la Clause 14.1.4 des **Données particulières** sont rejetées.

27.3 Le Client retient le Consultant ayant remis la Proposition ayant présenté la Proposition la plus avantageuse, c'est-à-dire la Proposition technique la mieux classée dans les limites du budget indiqué dans la DDP et invite ce Consultant à négocier le Contrat.

c. Sélection au « Moindre Coût » (SMC)

27.4 En cas de Sélection au Moindre Coût (SMC), le Client retient le Consultant ayant présenté la Proposition la plus avantageuse, c'est-à-dire la Proposition de moindre coût évaluée parmi celles qui ont obtenu la note technique minimum requise, et invite ce Consultant à négocier le Contrat.

D.-Négociations et Attribution du Contrat

28. Négociations

28.1 Les négociations ont lieu à l'adresse indiquée dans les **Données particulières** avec le(s) représentant(s) du Consultant qui doit disposer d'un pouvoir écrit, l'autorisant à négocier et signer le Contrat pour le compte du Consultant.

28.2 Le Client établit un procès-verbal de négociation qui est signé par le Client et le représentant autorisé du Consultant.

a. Disponibilité du personnel clé

28.3 Le Consultant invité à négocier doit confirmer la disponibilité du personnel clé préalablement au début des négociations, ou, en cas échéant, proposer un remplacement conformément à l'article 12. Si le Consultant ne confirme pas la disponibilité du personnel clé, le Client pourra rejeter la Proposition du Consultant et entreprendre de négocier un Contrat avec le Consultant suivant dans le classement des propositions.

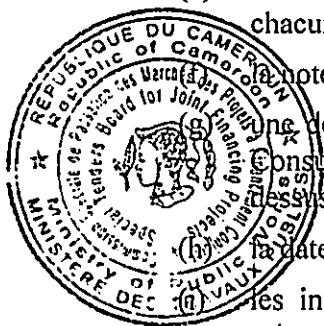
28.4 Nonobstant ce qui précède, le remplacement de personnel clé lors des négociations pourra être envisagé seulement dans des circonstances en dehors du contrôle du Consultant et imprévisibles par ce dernier, y compris en cas de décès ou

est en réponse à une situation d'urgence reconnue par la Banque, la Période d'attente ne sera pas applicable.

31. Notification de l'intention d'attribution

31.1 Le Client doit transmettre à tous les Consultants dont la Proposition financière a été ouverte, la Notification de son intention d'attribution du Contrat au Consultant retenu. La Notification de l'intention d'attribution du Contrat doit au minimum contenir les renseignements ci-après :

- (a) le nom et l'adresse du Consultant avec lequel le Client a négocié un contrat avec succès ;
- (b) le Montant du Contrat avec le Consultant retenu ;
- (c) le nom de tous les Consultants figurant sur la liste restreinte, en indiquant ceux qui ont remis une proposition,
- (d) lorsque la méthode de sélection le prévoit, le prix de leurs propositions tel qu'annoncé lors de l'ouverture des propositions et le coût évalué correspondant ;
- (e) la note technique totale et le détail de la note par critère et sous-critère pour chacun des Consultants ;



(f) la note finale combinée et le classement des Consultants ;

(g) une déclaration indiquant le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) la Proposition du Consultant non retenu n'a pas été retenue, sauf si l'information en (f) ci-dessus n'en révèle le motif ;

(h) la date d'expiration de la Période d'attente ; et

(i) les instructions concernant la présentation d'une demande de débriefing et/ou d'un recours durant la Période d'attente.

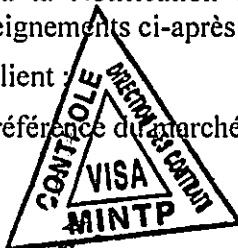
32. Notification de l'attribution du Contrat

32.1 À l'expiration de la Période d'attente indiquée à l'article 30.1 des IC et telle que prorogée le cas échéant, et après le traitement satisfaisant de tout recours déposé durant la Période d'attente, le Client notifiera au Consultant retenu la confirmation de l'attribution en lui demandant de signer et retourner le Contrat tel que négocié dans le délai de huit (8) jours ouvrables à compter de la réception de la notification. Si cela est indiqué dans les **Données particulières**, le Client demandera également au Consultant retenu de fournir dans les huit (8) jours ouvrables le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs.

Notification d'attribution du Contrat

Dans le délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la date de notification de l'attribution, le Client publiera la Notification d'attribution du Contrat qui devra contenir au minimum, les renseignements ci-après :

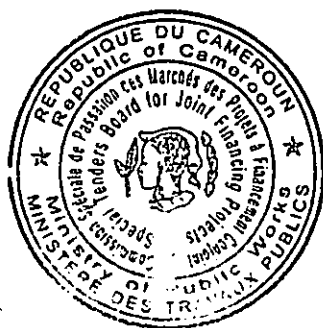
- (a) le nom et l'adresse du Client ;
- (b) le nom et le numéro de référence du marché attribué, ainsi que la méthode de sélection utilisée ;



34.2 Le Consultant est censé commencer à exécuter la mission à la date et au lieu spécifiés dans les **Données particulières**.

35. Réclamation concernant la Passation des Marchés

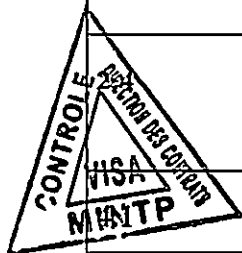
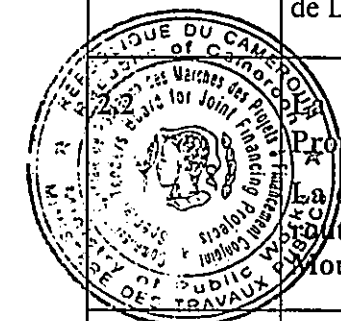
35.1 Les procédures pour la présentation d'une Réclamation concernant la Passation des Marchés est indiquée dans les **Données particulières**.



Section 2. Instructions aux Consultants

Données particulières

IC Référence	A. Dispositions générales
1 (b)	« lois et autres textes en vigueur en République du Cameroun »
1 (c)	La Banque : Banque Africaine de Développement (BAD)
2.1	<p>Nom du Client: GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN, Représenté par le Ministre des Travaux Publics.</p> <p>Méthode de sélection : Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC)</p> <p>Conformément au Cadre de Passation des Marchés de la Banque Africaine de Développement (disponible sur www.afdb.org)</p>
	<p>Proposition financière doit être remise en même temps que la Proposition technique : OUI</p> <p>La désignation de la mission est : l'audit et la sensibilisation à la sécurité routière dans le cadre des travaux de réhabilitation des tronçons de route Moutourwa-Maroua et Magada-Guidiguis-Yagoua.</p>
2.3	Une conférence préparatoire au dépôt de propositions aura lieu : NON
	Le Client fournira les intrants, les renseignements afférents au projet, les rapports etc. ci-après afin d'aider à la préparation des Propositions : SANS OBJET
	Avantage compétitif inéquitable : Non Applicable
6.3.1	La liste des entreprises ou individus exclus par la Banque est disponible à l'adresse électronique de la Banque : https://www.afdb.org/fr/projets-et-operations-acquisitions/exclusion-et-procedures-de-sanctions
B. Préparation des Propositions	
9.1	<p>La Demande de Proposition est rédigée dans la langue : Française</p> <p>Le Consultant doit remettre sa Proposition en Français</p> <p>Les correspondances échangées seront dans la langue Française ou Anglaise.</p>

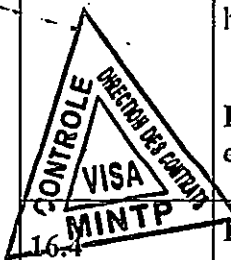
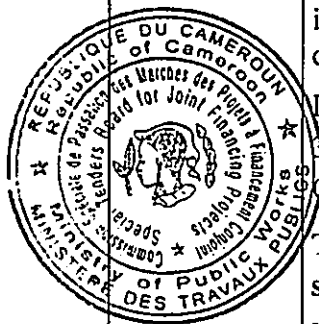




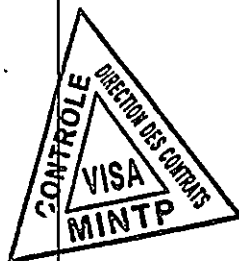
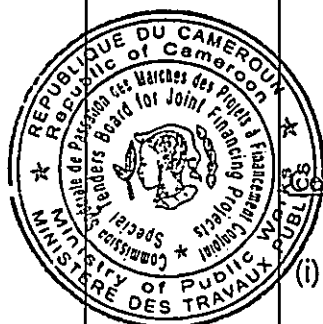
	<p>produites par le Consultant avant la signature éventuelle du contrat</p> <p>ET</p> <p>2^{ème} enveloppe intérieure contenant la Proposition financière</p> <p>(1) FIN-1</p> <p>(2) FIN-2</p> <p>(3) FIN-3</p> <p>(4) FIN-4</p> <p>(5) Déclaration du Consultant s'engageant à respecter les lois du pays contre la fraude et la corruption si exigée</p>
10.2	Une déclaration du Consultant s'engageant à respecter les lois du pays contre la fraude et la corruption est exigée : Oui
11.1	La participation d'un même Sous-traitant, expert individuel ou autre personnel à plus d'une proposition est permise : OUI
12.1	<p>La Proposition doit être valable pendant cent vingt (120) jours calendaires suivant la date limite de soumission des propositions.</p> <p>Soit jusqu'au: <u>07 AVR 2025</u></p>
12.9 (c)	Sous-traitant proposé par le Consultant (sous-traitance) : Le pourcentage maximum de sous-traitance autorisé est : <i>Trente pour cent (30 %) du montant total du Contrat.</i>
13.1	<p>La demande d'éclaircissement doit être adressée vingt-et-un (21) jours au plus tard, avant la date limite de remise des propositions.</p> <p>L'adresse du Client afin d'obtenir des éclaircissements est : Ministre des Travaux Publics,</p> <p>Tél. : (237) 222 22 19 18 – Fax : (237) 222 23 22 70.</p> <p>Avec copies à :</p> <p>Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint-MINTP,</p> <p>Tél. : (237) 6 66 00 39 34.</p> <p>E-mail : csepr_badbm@yahoo.fr avec copie à parzicprfc@gmail.com</p>
14.1.1 (i)	<p>Les Consultants figurants sur la liste restreinte peuvent s'associer avec</p> <p>(a) un (des) Consultant(s) ne figurant pas sur la liste restreinte : NON</p> <p>Ou</p>



	<p><i>Les frais relatifs au fonctionnement du consultant seront inclus dans sa proposition, y compris amenée et le repli. Les décomptes seront accompagnés non seulement des attachements, mais aussi des fiches d'activités de chaque expert, datées et signées par les intéressés.</i></p>
16.2	La révision de prix de la rémunération est prévue : NON
16.3	<p><u>Impôts et taxes :</u></p> <p>Le Consultant n'est pas exonéré des impôts sur le revenu en République du Cameroun. Il est tenu de se conformer aux règles et conventions fiscales en vigueur. Il devra notamment s'acquitter des impôts sur le revenu, des impôts sur les sociétés, TVA, droits et taxes de toutes natures relatives à son activité. L'entité à laquelle il faut s'adresser pour avoir des informations sur les impôts et taxes est la Direction Générale des impôts. Bien vouloir également consulter le site : http://www.impots.gov.cm.</p> <p>Les frais d'enregistrement du contrat, conformes aux dispositions des articles 350 et 545 du Code Général des Impôts en vigueur en République du Cameroun, sont supportés par le Consultant adjudicataire.</p> <p>Tout Consultant étranger sera soumis au paiement de la taxe spéciale sur le revenu (TSR) dont la valeur est de 3% du montant HTVA du marché, en fonction des conventions du pays du Consultant avec le Cameroun.</p> <p>En tout état de cause, l'évaluation financière ne se fera que sur le montant hors TVA et hors Impôts sur le Revenu (IR) ou TSR.</p> <p>La Loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'État et des autres entités publiques figure à l'annexe H de la présente DP.</p>
16.4	<p>La Proposition financière sera libellée dans les monnaies ci-après :</p> <p>Le Consultant peut formuler le prix des Services dans la (ou les) monnaie(s) de son choix sans toutefois excéder trois monnaies étrangères.</p> <p>La Proposition financière doit indiquer les coûts encourus dans le pays du Client dans la monnaie de ce pays (monnaie nationale) : Oui.</p>
<p>C. Dépôt, ouverture et évaluation des Propositions</p>	
17.1	Le Consultant <i>ne pourra pas</i> remettre sa Proposition par voie électronique.
17.4	<p>Le Consultant doit remettre :</p> <p>(a) <u>l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1) et la</u></p>



	<p><u>Étage</u>, 2^{ème}</p> <p><u>Ville</u> : Yaoundé</p> <p><u>Pays</u> : Cameroun</p> <p><u>Date</u> : 07 JAN 2025</p> <p>Heure : 11 heures précises, heure locale.</p>
19.2	En outre, les renseignements ci-après seront lus à haute voix lors de l'ouverture des Propositions techniques : "Sans objet".
21.1 [pour PTC]	<p>Critères, sous-critères, et système de points pour l'évaluation des propositions techniques complètes :</p> <p><u>Les critères d'évaluations sont les suivants :</u></p> <p>i- Expérience du Consultant -----5 points :</p> <p>ii-Adéquation de la méthodologie proposée -----25 points :</p> <p>iii-Qualification du personnel clé -----65points :</p> <p>iv-Participation d'experts locaux en tant que personnel clé --5 points</p> <p><u>Total -----100 points</u></p> <p><u>Ces critères seront déclinés en sous-critères comme suit :</u></p> <p>(i) Une expérience du Consultant (comme une entreprise) pertinente pour la mission : [5 points]</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1- Expérience générale du Consultant dans les domaines des audits routiers, évaluations routières, sensibilisations au respect du code de la route et à la sécurité routière, collecte des données, renforcement des capacités, Communication sociale, formation des associations et populations des prestations attribuées et réalisées au cours des dix (10) dernières années à compter de la date de remise des plis (2 points soit 1 point par projet justifié) - 2-Expérience spécifique dans les prestations attribuées et réalisées au cours des dix (10) dernières années à compter de la date de remise des plis et relatives à l'audit routier, à la sensibilisation des populations à la sécurité routière dans le cadre des projets de travaux d'entretien, de réhabilitation et/ou de construction des infrastructures. (3 points soit 1,5 points par projet justifié) ; <p>(ii) Adéquation et qualité de la méthodologie proposée, et plan de travail correspondant aux termes de référence (TDR) : 25 pts</p>



3.2-Notation par sous-critères d'évaluation du personnel clé

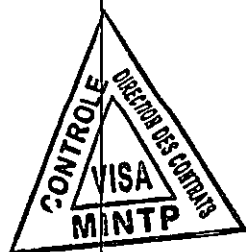
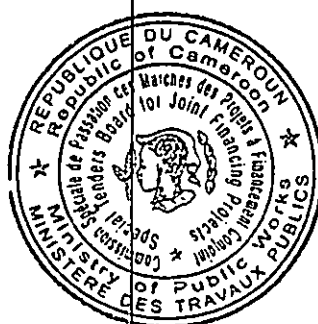
Le nombre de points à attribuer à chacun des postes ci-dessus doit être déterminé en tenant compte des trois sous-critères et coefficients de pondération pertinents suivants :

- 1) Qualifications générales (enseignement général, formation et expérience): 20%
- 2) Adéquation pour la mission (éducation pertinente, la formation, expérience dans le secteur / missions similaires) : 70%
- 3) Expérience pertinente dans la région (aisance professionnelle dans la langue locale/ connaissance de la culture locale ou du système administratif, organisation gouvernementale, etc.) : 10%

Chaque expert sera évalué suivant la répartition des points ci-dessous :

❖ Pour le Chef de mission ...,20 Pts

1) Qualification Générale (20% de 20)		4 points	
- Ingénieur de Génie Civil (BAC+5 au moins) :			
Niveau	< Bac+5		≥ Bac+5
Nombre de point	0		4
2) Adéquation pour la mission (70% de 20)		14 points	
a) Expérience générale dans le secteur (30% de 20)		6 points	
- Avoir au moins quinze (15) ans d'expérience professionnelle dans le domaine des infrastructures routières (conception, construction, exploitation et entretien).			
Nombre d'années	< 10 ans	≥ 10 ans et < 15 ans	≥ 15 ans
Nombre de points	0 point	4 points	6 points
b) Qualification dans le poste (40% de 20)		8 points	
- Avoir au minimum huit (08) ans d'expérience dans le domaine d'audit de la sécurité routière ; du trafic de la circulation ; et de la sécurité ;			
Nombre d'années	< 05 ans	≥ 5 ans et < 08 ans	≥ 08 ans
Nombre de points	0 point	1,5 points	2,5 points
- Avoir participé à l'élaboration, à la mise en place et au suivi des systèmes d'audits de sécurité ou d'inspections de sécurité ou de contrôle de sécurité de projets routiers similaires			
Participation à l'élaboration, mise en place et suivi des systèmes d'audits	NON		OUI
Nombre de points	0 point		01 point par projet avec une note maximale de 2 points
- Avoir une connaissance approfondie de l'imagerie de l'infrastructure ;			
Connaissance en imagerie	NON		OUI
Nombre de points	0 point		2 points
- Parler et rédiger couramment le français, tout en ayant un niveau correct en anglais.			
Français et anglais courants	NON		OUI



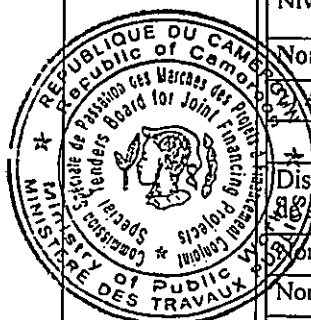
Nombre de points	0 point	0,5 point
3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 15)		1,5 points
Participation en tant que Spécialiste en Sécurité Routière dans à au moins deux (02) missions similaires dans le domaine de l'audit de la sécurité routières et/ou du domaine du trafic de la circulation et de la sécurité en Afrique subsaharienne.		
Nombre de projets (Chef de mission)	< 2 projets	> 2 projets
Nombre de points	0	0,50 point supplémentaire par projet avec une note maximale de 1,5 points

❖ Pour l'Expert en formation: 15 Points

1) Qualification Générale (20% de 15)		3 points
Niveau d'études minimum BAC+4 en sciences de la communication ou équivalent :		
Niveau	< Bac + 4 ou diplôme non fourni	≥ Bac + 4
Nombre de point	0	3 points
Adéquation pour la mission (70% de 15)		10,5 points
a) Expérience dans le secteur (30% de 15)		4,5 points
Disposer d'au moins dix (10) ans d'expérience dans la formation liée aux problématiques de sécurité routière dont cinq (05) ans dans la formation des formateurs ;		
Nombre d'années	< 5 ans	≥ 5 ans et < 10 ans
Nombre de points	0	03 points
		4,5 points
b) Qualification dans le poste (40% de 15)		06 points
Participation en tant qu'Expert en formation à au moins deux (02) missions similaires de sécurité routière dans le cadre des travaux d'infrastructures.		
Nombre de projet	< 2 projets	> 2 projets
Nombre de point	0	04 points
		01 point supplémentaire par projet avec une note maximale de 06 points
3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 15)		1,5 points
Participation en tant qu'Expert en formation à au moins deux missions similaires de sécurité routière dans le cadre des travaux d'infrastructures en Afrique subsaharienne		
Nombre de projet	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de point	0	1,5

❖ Pour le Sociologue: 15 Pts

1) Qualification Générale (20% de 15)		3 points
Niveau maîtrise en sociologie:		
Niveau	< Bac + 4 ou diplôme non fourni	≥ Bac + 4
Nombre de point	0	3
2) Adéquation pour la mission (70% de 15)		10,5 points



	<p>E-mail : csepr_badbm@yahoo.fr et demander à être informée du lieu, de la date et de l'heure de l'ouverture publique des propositions financières. La demande doit être reçue dans les 10 jours suivant la date de la publication. Fin de citation.</p> <p>Par alternative, un avis de l'ouverture publique des propositions financières peut être publié sur le site du Client, si disponible.</p>
25.1	<p>Aux fins d'évaluation, le Client exclura : (a) les taxes locales indirectes identifiables, telles les taxes sur les ventes, droit d'accise, TVA, ou autres taxes similaires applicables aux facturations contractuelles, et (b) toutes taxes indirectes additionnelles sur la rémunération des services offerts par le personnel non-résident dans le pays du Client. En cas d'attribution du Contrat, lors des négociations du Contrat, ces charges fiscales feront l'objet de discussions et seront finalisées (en référence à la liste, mais sans que celle-ci ne soit exhaustive) et seront ajoutées au montant du Contrat sur une ligne distincte, en précisant également les taxes à la charge du Consultant et celles qui feront l'objet de retenue par le Client qui les paiera au nom du Consultant.</p> <p>La monnaie utilisée pour la conversion des prix exprimés dans différentes monnaies en une seule monnaie est : FRANC CFA</p> <p>La source officielle du taux de change (vendeur) est : La Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC).</p> <p>La date des cours de change est : Date limite de dépôt des Propositions. Si la devise n'est pas cotée à cette date, le taux de change sera celui du dernier jour précédent coté.</p>
27.1 (SBQC seulement)	<p>La Proposition financière dont le prix évalué est le moins élevé (Pm) se verra attribuer la note de prix (Np) maximale de 100.</p> <p>La note de prix des autres propositions sera calculée par la formule ci-après :</p> <p>$Np = 100 \times Pm / P$, dans laquelle "Np" est la note de prix, "Pm" est le prix le moins élevé, et "P" le prix de la proposition évaluée.</p> <p>Les pondérations attribuées respectivement à la Proposition technique (T) et à la Proposition financière (F) sont :</p> <p>T = 0,80 et F = 0,20</p> <p>Les Propositions sont classées en fonction de leur note technique (Nt) et de prix (Np) combinées en utilisant les pondérations (T = la pondération attribuée à la Proposition technique ; F = la pondération attribuée à la Proposition financière ; T + F = 1) comme suit : $N = Nt \times T\% + Np \times F\%$.</p>



lorsque l’Emprunteur ne répond pas rapidement, pour toute question relative à la mise en œuvre des projets financés par la Banque, et lorsqu’il s’agit de plainte exercée contre l’Emprunteur. Dans ce dernier cas, si un soumissionnaire souhaite formuler un recours contre une décision d’un Emprunteur ou de la Banque dans le cadre d’une procédure de passation de marché, ou souhaite informer la Banque de ce que les dispositions réglementant les passations de marchés ou celles des documents de sollicitation n’ont pas été respectées, un courriel peut être adressé à :

Courriel : procurementcomplaints@afdb.org



Section 3. Proposition technique - Formulaire Types

LISTE DE VERIFICATION DES FORMULAIRES DEMANDES

Exigé pour PTC ou PTS ✓		FORMULAIRE	DESCRIPTION	Nombre maximum de pages
PTC	PTS			
✓	✓	TECH-1	Formulaire de Proposition technique	3
✓ Si applicable		TECH-1 Annexe	Si la Proposition est remise par un groupement, joindre une lettre d'intention ou la copie d'un accord existant.	10
✓ Si applicable		Pouvoir	Un formulaire type n'est pas fourni. Dans le cas d'un groupement, plusieurs pouvoirs sont exigés : un pouvoir pour le représentant autorisé de chaque partenaire du groupement, et un pouvoir pour le représentant du chef de file l'autorisant à représenter tous les partenaires du groupement	4
✓		TECH-2	Organisation et expérience du Consultant	8
✓		TECH-2A	A. Organisation du Consultant	5
✓		TECH-2B	B. Expérience du Consultant	3
✓		TECH-3	Commentaires ou suggestions sur les Termes de référence et sur le personnel homologue et les prestations à fournir par le Client.	5
✓		TECH-3A	A. Sur les termes de référence	2
✓		TECH-3B	B. Sur le personnel homologue et les prestations à la charge du Client	3
✓	✓	TECH-4	Description de l'approche, de la méthodologie, et du plan de travail en vue de réaliser la Mission	10
✓	✓	TECH-5	Programme et calendrier pour les livrables	2
✓	✓	TECH-6	Composition de l'équipe, contribution des personnels-clé et Curriculum Vitae (CV) soignés	25
✓	✓	TECH-7	Code de Conduite (ES)	6

Toutes les pages de la Proposition technique et de la Proposition financière originales doivent être visées par le représentant habilité qui signe la Proposition.



- (c) Nous ne nous trouvons pas en situation de conflit d'intérêt, en vertu de l'article 3 des IC.
- (d) Nous satisfaisons aux conditions d'éligibilité en conformité avec l'article 6 des IC et nous confirmons et reconnaissons notre obligation de satisfaire aux exigences de la Banque concernant les pratiques interdites en conformité avec l'article 5 des IC.
- (e) Ni notre société, ni nos sous-traitants, fournisseurs ou prestataires de services pour toute partie du marché, ne faisons l'objet et ne sommes pas sous le contrôle d'une entité ou d'une personne faisant l'objet de suspension temporaire ou d'exclusion prononcée par la Banque africaine de Développement ou d'exclusion imposée en vertu de l'Accord Mutuel d'Exclusion entre la Banque africaine de Développement et les autres banques de développement. En outre nous ne sommes pas inéligibles au titre de la législation, ou d'une autre réglementation officielle du pays du Client, ou en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies ;



Nous nous engageons à préparer et à présenter notre proposition (et, si le Contrat nous est attribué, à exécuter ledit Contrat) dans le respect le plus strict des lois et règlements contre la fraude et la corruption, y compris les paiements illicites, en vigueur dans le pays du Client.

- (f) Sous réserve des dispositions de l'article 12.7 des Données particulières, nous nous engageons à négocier un Contrat sur la base des personnels-clés proposés. Nous reconnaissons que le remplacement de personnel clé pour des motifs autres que ceux mentionnés aux articles 12 et 28.4 des IC pourra conduire à mettre fin aux négociations du Contrat.
- (h) Notre Proposition a pour nous force exécutoire, sous réserve de modifications résultant des négociations du Contrat.

Si notre Proposition est acceptée et le Contrat signé, nous nous engageons à commencer les Services au titre de la mission au plus tard à la date indiquée à l'article 34.2 des Données particulières.

Nous reconnaissons que le Client n'est tenu d'accepter une quelconque des Propositions qu'il aura reçues.

Veuillez agréer, Mesdames/Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité du Consultant : [en entier et initiales]

Nom complet du signataire :

Titre du signataire :

Nom du Consultant :

Capacité :

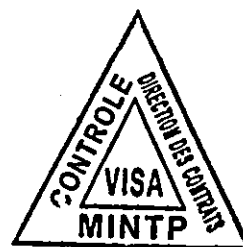
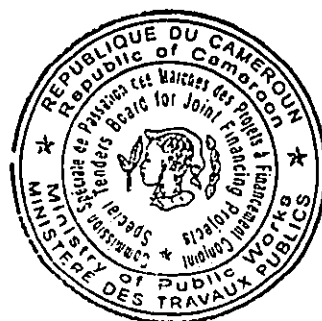
Adresse :

Téléphone/Télécopieur :

Courriel :



Durée	Désignation de la mission/& description brève des principaux livrables/extrants	Nom du Client & pays de la mission	Montant approx. du Contrat (équivalent <i>en \$US</i>)/Montant payé à votre structure	Rôle de votre structure dans la mission
{ par ex. Jan.2017– Avr.2018 }	{ par ex. « Amélioration de la qualité de..... » : préparation d'un plan directeur pour ; }	{ par ex. Ministère de, pays }	{ par ex. 1 million \$US / 0.5 mill \$US }	{ par ex. Chef de file du groupement A&B&C }
{ par ex. Jan.-Mai 2018 }	{ par ex. « Assistance aux autorités locales..... » : préparation de règlement pour les besoins de }	{ par ex. Municipalité de, pays }	{ par ex. 0,2 mill \$US/0,2 mill \$US }	{ par ex. Consultant unique }



FORMULAIRE TECH-4 (UNIQUEMENT POUR UNE PROPOSITION TECHNIQUE COMPLETE)

DESCRIPTION DE L'APPROCHE, DE LA METHODOLOGIE ET DU PLAN DE TRAVAIL EN REPONSE AU CADRE DE REFERENCE

Formulaire TECH-4 : description de l'approche, méthode de travail, programme de travail pour la réalisation de la mission, y compris une description détaillée de la méthodologie et du personnel proposés pour la formation, si les termes de référence identifient la formation comme une des composantes de la mission.

[Structure suggérée de votre proposition technique (en format PTC) :

- a) Approche technique et méthodologie
- b) Plan de travail
- c) Organisation et Personnel]



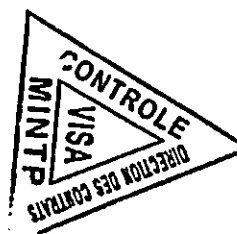
- a) Approche technique et méthodologie. {Veuillez expliquer comment vous comprenez les objectifs de la mission, tels qu'ils sont décrits dans les termes de référence (TdR), l'approche technique et la méthodologie [Note à l'intention du Client : ajouter pour un marché de supervision de travaux de génie civil ou de montage d'installations : (y compris les aspects environnementaux et sociaux (ES)) que vous adopteriez afin d'exécuter les tâches et livrer les produits/rapports demandés, ainsi que le niveau de détail de ces rapports. Ne pas répéter ou copier les TdR.}
- b) Plan de travail. {Veuillez indiquer le programme de réalisation des principales activités ou tâches de la mission, leur contenu et leur durée, la décomposition en phase et les contraintes correspondantes, les étapes principales (y compris examen/approbations par le Client), et dates prévisionnelles de remise des rapports. Le programme de travail proposé doit être en cohérence avec l'approche technique et la méthode, démontrant votre compréhension des TdR et votre capacité à les traduire en un programme de travail réaliste. Une liste des documents à produire (y compris les rapports) doit être fournie. Le programme de travail doit être en cohérence avec le Formulaire Programme d'activités.}
- c) Organisation et Personnel. {Veuillez décrire la structure et la composition de votre équipe, y compris la liste du personnel clé, des autres personnels et des personnels administratifs affectés à la mission.}

FORMULAIRE TECH-5 (POUR PTC ET PTS)

PROGRAMME D'ACTIVITE ET CALENDRIER DES LIVRABLES

N°	Livrables ¹ (D-...)	Mois											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	n	TOTAL
D-1	{par exemple ; Livrable N° 1 : Rapport A												
	1) collecte de données												
	2) rédaction du rapport												
	3) rapport préliminaire												
	4) finalisation des commentaires												
	5) remise du rapport final au Client}												
D-2	{Par exemple, Livrable N° 2 :..... }												

- 1 Fournir la liste des livrables en indiquant le détail des activités y conduisant, ainsi que les autres actions, tels que les approbations à obtenir du Client. Pour les missions comportant des étapes successives, indiquer les activités, la fourniture de rapports et les actions requises pour chacune des étapes, séparément.
- 2 La durée des activités sera indiquée sous la forme d'un diagramme à barres.
- 3 Insérer une légende, si nécessaire à la compréhension du diagramme.

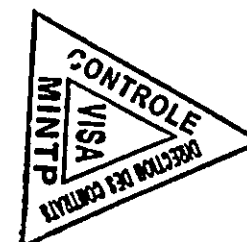
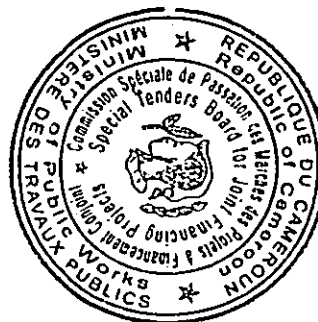


[illegible]

- 2000

10/10/2016

Saisie à temps partiel



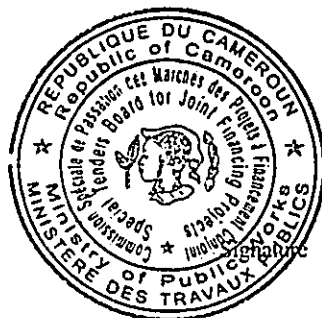
Compétences/qualifications pour la mission :

Tâches spécifiques incombant à l'expert parmi les tâches à réaliser par l'équipe d'experts du Consultant :	Référence à des travaux ou missions antérieures illustrant la capacité de l'expert à réaliser les tâches qui lui seront attribuées
[Liste des livrables/tâches en référence à TECH- 5 dans lesquelles l'expert sera engagé]	

Renseignements pour contacter l'expert : (Courriel.....Téléphone.....)

Certification :

Je soussigné, certifie que le présent CV me décrit de manière correcte, ainsi que mes qualifications et mon expérience professionnelle ; je m'engage à être disponible pour réaliser la mission lorsque cela sera nécessaire, au cas où le Contrat serait attribué. Toute fausse déclaration ou renseignement fourni incorrectement dans le présent CV pourra justifier ma disqualification ou mon renvoi par le Client, et/ou des sanctions par la Banque.



Nom de l'expert



{jour/mois/année}

Date

{jour/mois/année}

Nom du Représentant autorisé

Signature

Date

(la même personne qui est signataire de la Proposition)

CODE DE CONDUITE POUR LE PERSONNEL

Nous sommes Consultants [insérer le nom du Consultant]. Nous avons signé un contrat avec le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN pour l'audit et la sensibilisation à la sécurité routière dans le cadre des travaux de réhabilitation des tronçons de route Moutourwa-Maroua et Magada-Guidiguis-Yagoua. Ces Services seront exécutés à [insérer le site ou autres lieux où les services seront exécutés]. Notre contrat exige que mettions en œuvre des mesures pour prévenir les risques environnementaux et sociaux liés à ces Services, y compris les risques d'exploitation, abus et harcèlement sexuels.

Ce Code de Conduite fait partie de nos mesures pour tenir compte des risques environnementaux et sociaux liés aux Services. Cela s'applique à tout notre personnel sur le site des Services ou autres lieux où les Services sont exécutés.

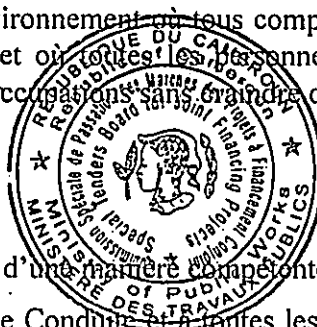
Ce Code de Conduite identifie le comportement que nous exigeons de tout notre personnel.

Notre lieu de travail est un environnement où tous comportements dangereux, abusifs ou violents ne seront pas tolérés et où toutes les personnes doivent se sentir autorisées à signaler tous problèmes ou préoccupations sans crainte de représailles.

CONDUITE EXIGÉE

Le Personnel doit :

1. s'acquitter de ses tâches d'une manière compétente et diligente ;
2. se conformer au Code de Conduite et à toutes les lois applicables, aux règlements et autres exigences y compris les exigences pour protéger la santé, la sécurité et le bien-être du personnel et toutes autres personnes ;
3. maintenir un environnement de travail sécurisé incluant de :
 - a. s'assurer que les lieux de travail, machines, équipement et processus soient sécurisés et sans risques pour la santé ;
 - b. porter les équipements de protection du personnel requis ;
 - c. suivre les procédures applicables de sécurité dans les opérations.
4. signaler les situations de travail qu'il/elle ne croit pas sûres ou saines et se retirer d'une situation de travail qui, selon lui/elle, présente raisonnablement un danger imminent et grave pour sa vie ou sa santé ;
5. traiter les autres personnes avec respect et ne pas discriminer des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants ou les enfants ;
6. ne pas se livrer à des activités de Harcèlement Sexuel, ce qui signifie des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et d'autres comportements verbaux ou physiques à connotation sexuelle à l'égard du personnel de l'Entrepreneur ou du Client ;



CONSÉQUENCES DE VIOLATION DU CODE DE CONDUITE

Toute violation de ce Code de conduite par le Personnel peut entraîner de graves conséquences, allant jusqu'au licenciement et le référé éventuel aux autorités judiciaires.

POUR LE PERSONNEL :

J'ai reçu un exemplaire de ce Code de Conduite rédigé dans une langue que je comprends. Je comprends que si j'ai des questions au sujet de ce Code de conduite, je peux contacter *[insérer le nom de la personne-ressource du Consultant ayant une expérience pertinente]* afin de demander une explication.

Nom du Personnel du Consultant : *[insérer le nom]* _____

Signature : _____

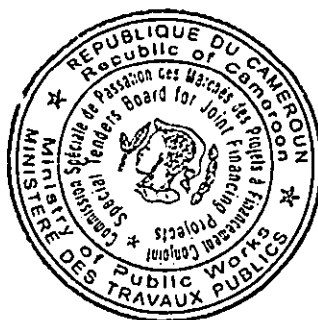
Date : (jour, mois, année): _____

Contre-signature du représentant autorisé du Consultant :

Signature : _____

Date: (jour, mois, année): _____

Pièce Jointe 1: Comportements constituant Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et comportements constituant Harcèlement Sexuel (HS)



Section 4. Proposition financière - Formulaires Types

Les formulaires types de Proposition financière doivent être utilisés pour la préparation de la Proposition financière, suivant les instructions figurant dans la Section 2.

- FIN-1 Formulaire de Proposition financière
- FIN-2 Résumé des Coûts
- FIN-3 Sous détail de la rémunération y compris l'Annexe A « Négociations financières- Décomposition des taux de rémunération » dans le cas de la méthode SBQ
- FIN-4 Autres Dépenses (remboursables)



des agents ou autre partie en relation avec la présente Proposition, ou l'exécution du Contrat s'il nous est attribué.}

Nous reconnaissons que vous êtes tenu d'accepter une quelconque des Propositions reçues.



Signature du représentant habilité du Consultant : {au complet et initiales}

Nom complet du signataire : {insérer le nom complet du représentant autorisé}

Titre du signataire : {insérer le titre/poste du représentant autorisé}

Nom du Consultant : {nom de la société ou du groupement}

En capacité de : {insérer le nom complet du représentant autorisé}

Adresse : {insérer l'adresse du représentant autorisé}

Téléphone/télécopie : {insérer le téléphone et la télécopie du représentant autorisé, le cas échéant}

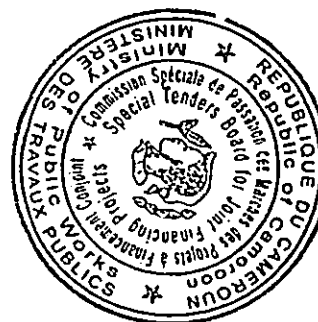
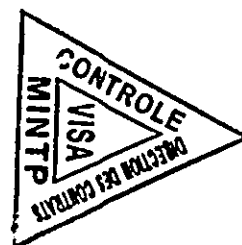
Courriel : {insérer l'adresse électronique du représentant autorisé} _____

{Pour un groupement, soit tous les partenaires signent soit seul le chef de file/consultant signera, auquel cas le pouvoir habilitant le signataire à signer au nom de tous les partenaires doit être joint}



(ii) {par ex. Impôt sur le revenu des experts non -résidents}				
(iii) {insérer type de taxe}				
<u>Total estimé des impôts indirects dans le pays du Client :</u>				

Note : Les paiements seront effectués dans la (les) monnaie(s) indiquée(s) ci-dessus (Référence à l'article 16.4 des IC).





4. Coût des congés. Les règles de calcul du coût du nombre total de jours de congés annuels en pourcentage du salaire de base sont normalement les suivantes :

$$\text{Coût des congés en pourcentage du salaire} = \frac{\text{jours de congé} \times 100}{[365 - w - fl - a - m]}$$

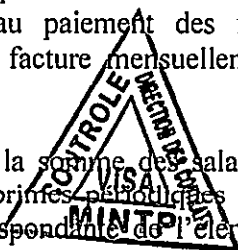
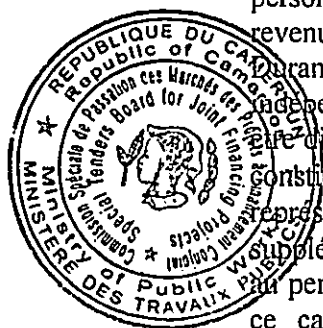
w étant les week-ends, *fl* les jours fériés légaux, *a* les congés annuels et *m* les congés de maladie

Il importe de souligner que les congés peuvent être considérés comme une charge sociale uniquement s'ils ne sont pas facturés au Client.

5. Les frais généraux sont les charges d'exploitation du Consultant qui ne sont pas directement liées à l'accomplissement de la mission et ne sont pas remboursées comme un poste de coût distinct au titre du Contrat. Il s'agit habituellement des dépenses du siège (temps de travail non facturable, temps de travail des cadres qui administrent le projet, loyer, personnel d'appui, frais de recherche, formation du personnel, frais commerciaux, etc.), du coût du personnel qui n'est pas affecté actuellement à des activités génératrices de revenu, des impôts sur la société et des charges de promotion de la société. Durant les négociations, les états financiers vérifiés, certifiés par un auditeur indépendant et justifiant les frais généraux des trois derniers exercices, doivent être disponibles aux fins d'examen, ainsi que des listes détaillées des éléments constitutifs de ces frais généraux et du pourcentage du salaire de base que représente chacun d'entre eux. Le Client n'accepte pas de payer une marge supplémentaire pour charges sociales, frais généraux, et autres frais afférents au personnel qui n'est pas employé à titre permanent par le Consultant. Dans ce cas, le Consultant peut prétendre seulement au paiement des frais administratifs et commissions sur les sommes qu'il facture mensuellement pour le personnel sous-traitant.
6. La marge bénéficiaire est normalement calculée sur la somme des salaires, charges sociales et frais généraux. Si d'éventuelles primes périodiques sont indiquées, il y aura en principe une réduction correspondante de l'élément bénéfice. Les frais de déplacement et autres frais remboursables ne peuvent être inclus dans la base de calcul du bénéfice.

Indemnité, prime d'affectation hors siège ou indemnités de subsistance : Certains Consultants versent des indemnités d'expatriation à leur personnel affecté hors siège ou bureau-domicile. Ces indemnités sont calculées en pourcentage du salaire et ne peuvent donner lieu à des frais généraux ou bénéfice. Si la législation applicable les frappe de charges sociales, le montant correspondant figure sous la rubrique charges sociales, le montant net de l'indemnité étant indiqué séparément.

Les taux communément appliqués par le PNUD dans le pays considéré peuvent servir de référence pour l'établissement des indemnités de subsistance.



DECLARATION DES COUTS ET DES CHARGES DU CONSULTANT (Formulaire Type I)

(Libellé en {insérer la monnaie*})

Personnel		1	2	3	4	5	6	7	8
Nom	Poste	Salaire de base par mois/jour/ année	Charges sociales ¹	Frais généraux ¹	Sous-total	Marge bénéficiaire (profit) ²	Indemnités de mission en dehors du bureau ¹	Taux fixe proposé par mois/jour/heure ouvrable	Taux fixe proposé par mois/jour/ heure ouvrable ¹
Bureau									
Pays du Client									

[* Si plus d'une monnaie est utilisée, utilisez-le(s) tableau(x) supplémentaire (s) pour chaque monnaie]

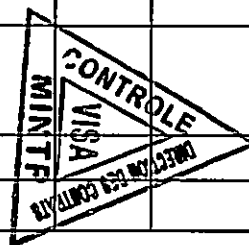
1. Exprimé en pourcentage de 1
2. Exprimé en pourcentage de 4

FORMULAIRE FIN-4

Décomposition des autres dépenses [Remboursables]

Lorsqu'il est utilisé pour un contrat à rémunération forfaitaire, les renseignements fournis seront utilisés pour indiquer la base de calcul du prix du Contrat, le calcul des impôts et taxes lors de la négociation du Contrat et, le cas échéant, pour établir le prix à payer au Consultant pour des prestations supplémentaires à la demande du Client. Ce formulaire ne sera pas utilisé pour effectuer les paiements pour le Contrat à rémunération forfaitaire.

B. Dépenses remboursables								
N°	Type de dépenses remboursables	Unité	Coût unitaire	Quantité	{Monnaie #1 comme dans FIN-2}	{Monnaie #2 comme dans FIN-2}	{Monnaie #3 - comme dans FIN-2}	{Monnaie locale - comme dans FIN-2}
—	{Indemnités journalières (per diem)**}	[Jour]		_____				
—	{par ex. les vols internationaux.}	[Ticket]		_____				
—	{par ex., le transport de/vers l'aéroport. }	[Voyage]		_____				
	{par ex. coûts de communication entre le lieu d'insertion et le lieu d'insertion. }			_____				
	{p. ex., reproduction de rapports}			_____				
	{par exemple, le loyer du bureau.}			_____				



Section 5. Pays éligibles

Aux fins de l'article 6.1 des IC,

Le produit de tout financement de la Banque servira à l'acquisition de services de consultants fournis par les « Consultants » originaires de pays membres éligibles. Aux fins de l'éligibilité, on entend par « Consultants » les firmes ou entités publiques et privées ainsi que les groupements y compris les personnes physiques ou experts ou sous-traitants qu'ils proposent pour fournir les services requis.

Par « pays éligibles » on entend : (a) dans le cas de la Banque africaine de Développement (BAD) et du Fonds spécial du Nigéria (FSN), les pays membres de la Banque africaine de Développement; et (b) dans le cas du Fonds africain de Développement (FAD), tout pays.

Les Consultants (firmes ou groupements), y compris les consultants individuels et les experts, ainsi que les sous-traitants proposés par le Consultant dans le cadre de la prestation de services, doivent être originaires de « pays éligibles » ou enregistrés dans ces pays ; selon le cas. Les consultants originaires de pays non-éligibles ne sont pas admis, même s'ils proposent lesdits services à partir de « pays éligibles ». Toute dérogation à cette règle ne se fera que conformément aux dispositions des articles 17.1(d) de l'Accord portant création de la Banque africaine de Développement et 4.1 de l'Accord portant création du Fonds spécial du Nigéria. La liste des pays éligibles peut être consultée sur le site Internet de la Banque africaine de Développement :

<https://www.afdb.org/fr/about-us/corporate-information/members>

En référence à l'article 6.3.2 des IC, aux fins d'information des Consultants retenus sur la liste restreinte, les firmes, biens et services des pays suivants ne sont pas éligibles dans le cadre de cette procédure de sélection :

Au titre de l'article 6.3.2 (a) des IC : _____ [indiquer le pays ou les pays inéligibles, après approbation de la Banque pour appliquer la restriction *ou* indiquer « aucun »]

Au titre de l'article 6.3.2 (b) des IC : : _____ [indiquer le ou les pays inéligibles *ou* indiquer « aucun »]



Section 6. Fraude et Corruption

(La présente Section 6 ne doit pas être modifiée)

1. Objet

- 1.1 Le Cadre d'intégrité de la Banque et la présente section sont applicables à la passation des marchés dans le cadre des Opérations de Financement de Projets d'Investissement par la Banque.

2. Exigences

- 2.1 La Banque exige, dans le cadre de la procédure de passation des marchés qu'elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements) ainsi qu'aux soumissionnaires (Consultants/proposants), fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), personnel, sous-traitants et fournisseurs d'observer, lors de la passation et de l'exécution de ces marchés, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes et de s'abstenir des pratiques de fraude et corruption¹.

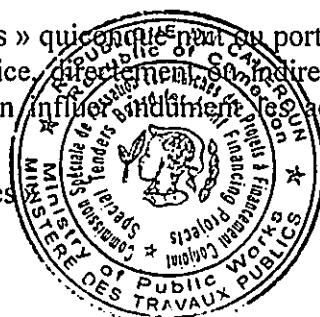
2.2 En vertu de ce principe, la Banque

- a. aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :
 - i. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d'influer indûment sur l'action d'une autre personne ou entité² ;
 - ii. se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave, ou tente d'induire en erreur une personne ou une entité³ afin d'en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation ;
 - iii. se livrent à des « manœuvres collusoires » les personnes ou entités qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l'action d'autres personnes ou entités ;
 - iv. se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque met ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou à ses biens en vue d'en influencer indûment les actions de cette personne ou entité ; et
 - v. se livre à des « manœuvres obstructives » quiconque met ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou à ses biens en vue d'en influencer indûment les actions de cette personne ou entité ; et

¹ Dans ce contexte, toute action visant à influencer le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat pour un avantage indu est inappropriée.

² Aux fins du présent alinéa, « une autre partie » désigne un agent public agissant en relation avec le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat, y compris le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations prenant ou faisant la revue des décisions de passation des marchés.

³ Aux fins du présent alinéa, « partie » désigne un agent public, y compris le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations prenant ou faisant la revue des décisions de passation des marchés ; les termes « avantage » et « obligation » se rapportent au processus de passation des marchés ou à l'exécution du contrat ; et « l'acte ou l'omission » est destiné à influencer le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat. »



manière à la préparation ou à la mise en œuvre d'un projet financé par la Banque ;
et

- e. exigera que les dossiers d'appel d'offres/demandes de propositions et les marchés financés par la Banque contiennent une disposition requérant des soumissionnaires, consultants, fournisseurs et entrepreneurs, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et leur personnel qu'ils autorisent la Banque à inspecter⁶ les documents et pièces comptables et autres documents relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou à l'exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.



⁶ Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Ils comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d'une enquête ou d'un audit, tel que l'évaluation de la véracité d'une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d'avoir accès à des documents financiers d'une société ou d'une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d'avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l'enquête ou de l'audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie.

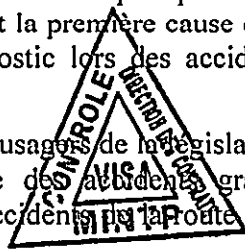
TERMES DE REFERENCE

SOMMAIRE.....	Erreur ! Signet non défini.
I - CONTEXTE DE LA MISSION.....	87
II - OBJECTIFS DE LA MISSION	88
III - DESCRIPTION DE LA PRESTATION.....	89
IV - BESOINS	95
V - CALENDRIER ET RAPPORTS	98
VI - INFORMATIONS ADMINISTRATIVES	103



I - CONTEXTE DE LA MISSION

- 1.1 De tous les modes de transport, le transport par route est de loin le plus dangereux et le plus coûteux en vies humaines. C'est pourquoi la période 2011-2020 a été déclarée par les Nations Unies « décennie d'action pour la sécurité routière ». Durant cette période, les pays du monde entier sont invités à intensifier leurs efforts de mise en application de programmes mesurables dans différents domaines tels que capacité de gestion de la sécurité routière, mise à niveau de la sécurité de l'infrastructure routière, renforcement de la sécurité des véhicules, formation à la sécurité routière et amélioration du comportement des usagers de la route, ainsi que des soins dispensés aux victimes d'accidents de la route. Ces programmes visent à réduire le nombre de décès sur les routes-plus de 1 000 000 chaque année dans le monde.
- 1.2 es-plus de 1 000 000 chaque année dans le monde.
- 1.3 Une étude a montré qu'avec une moyenne annuelle de 857 accidents, 827 blessés et 133 décès ainsi que des pertes économiques évaluées à près de 100 milliards de francs CFA, l'insécurité routière constitue un handicap qui plombe les efforts entrepris par les pouvoirs publics pour le développement du Cameroun. C'est pourquoi un Document de Stratégie Nationale de Sécurité Routière a été élaboré avec pour objectif de réduire de moitié les données ci-avant et ramener le taux d'accidents à celui constaté dans les pays les plus performants en termes de sécurité routière.
- 1.4 et ramener le taux d'accidents à celui constaté dans les pays les plus performants en termes de sécurité routière.
- 1.5 pays les plus performants en termes de sécurité routière.
- 1.6 En attendant la Norme internationale sur les systèmes de management de la sécurité routière qui offrira un outil d'application volontaire et complémentaire à la législation indiquant les meilleures pratiques à tous les organismes qui traitent des questions de sécurité routière, les experts sont unanimes sur les constats ci-après : (i) les améliorations de l'infrastructure routière peuvent contribuer à réduire la fréquence et la gravité des accidents de circulation ; (ii) le non-respect par les usagers de la législation de base en matière de sécurité routière est la première cause des accidents graves ; (iii) l'amélioration d'intervention et de diagnostic lors des accidents de la route pourrait sauver davantage de vies.
- 1.7 de circulation ; (ii) le non-respect par les usagers de la législation de base en matière de sécurité routière est la première cause des accidents graves ; (iii) l'amélioration d'intervention et de diagnostic lors des accidents de la route pourrait sauver davantage de vies.
- 1.8 législation de base en matière de sécurité routière est la première cause des accidents graves ; (iii) l'amélioration d'intervention et de diagnostic lors des accidents de la route pourrait sauver davantage de vies.
- 1.9 Fort de ce qui précède, et vue les sollicitations à venir des axes Moutourwa-Maroua et Magada-Guidiguys-Yagoua avec son raccordement sur le pont en cours de construction sur le Logone devant intensifier le trafic entre la République du Tchad à partir de Bongor pour relier les Ports Autonomes de Douala ou Kribi en République du Cameroun, se propose d'accorder une attention particulière à la question de sécurité routière à travers les actions suivantes : (i) un audit des travaux routiers en vue d'une meilleure prise en considération du volet relatif à la sécurité des usagers ; (ii) un appui



L'objectif spécifique est de sensibiliser les usagers, rechercher et détecter les lacunes ou manquements en matière de sécurité des usagers et riverains, et prescrire des mesures ou actions correctrices sur pièces et site du projet de réhabilitation de la route Moutourwa-Maroua et Magada-Guidiguig-Yagoua.

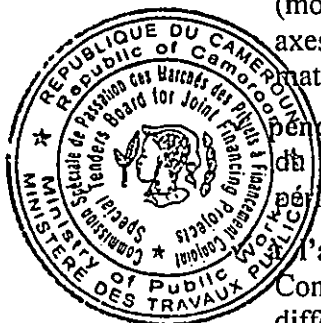
III - DESCRIPTION DE LA PRESTATION

III-0 . Prestations demandées, y compris la méthodologie suggérée

Les prestations demandées au consultant consistent en la réalisation de l'audit et la sensibilisation à la sécurité routière des travaux de réhabilitation des routes Moutourwa-Maroua et Magada-Guidiguig-Yagoua.

- Dans le volet audit, le Consultant devra :

- ✓ avant le démarrage des travaux, parcourir l'ensemble des documents constituant l'Avant-Projet Détaillé (APD), évaluer les impacts de la sécurité sur les tronçons concernés pour toutes les catégories d'usagers de la route (motorisés et non-motorisés), dresser un diagnostic de la sécurité sur ces axes et prescrire des améliorations qui répondent aux normes en vigueur en matière de sécurité routière ;



pendant l'exécution des travaux, le Consultant devra faire une vérification du projet d'exécution élaborés par les entreprises et suivre de façon périodique sa mise en œuvre ;

à l'achèvement des travaux, il devra accompagner les membres de la Commission de réception provisoire pour vérifier la prise en compte de différentes observations formulées en cours d'exécution et prescrire le cas échéant, des corrections.

- Pour ce qui est du volet sensibilisation, le Consultant aura en charge, les actions d'information, de sensibilisation et d'appui dans les zones traversées par les travaux de réhabilitation et d'aménagement. Il s'appuiera notamment sur la législation existante en matière de Code de la route, de sécurité sur les axes routiers et de la réglementation en vigueur en ce qui concerne la sécurité routière.

Les prestations demandées au Consultant doivent permettre de :

Volet audit:

- identifier sur les plans d'APD, les caractéristiques de la route non-conformes aux normes en vigueur (normes et pratiques établies au Cameroun) et non sécuritaires qu'il conviendrait de corriger pour assurer une homogénéité des principaux éléments de la route et plus de sécurité tout au long des itinéraires afin d'éviter que la lecture de la route soit perturbée pour les usagers et qu'en conséquence leurs comportements soient inadaptés;
- évaluer le niveau de risque associé en cas d'écart;
- identifier les problèmes évidents de sécurité liés à des comportements hasardeux et dangereux mais qui pourraient être modifiés efficacement par des interventions au niveau de l'infrastructure (niveau de complexité de la tâche de conduite et



circulation et aux comportements des usagers et aussi effectuer les relevés de photos en fonction des observations et constats effectués. Après la reconnaissance de l'itinéraire, le consultant fera une description des usages et fonctions de l'itinéraires, sa localisation, sa classification dans le réseau routier, ses principales caractéristiques géométriques, ses abords et son environnement global, le trafic y circulant, les aménagements réalisés ou en cours (y compris programmés), avec si possible des illustrations (plan, tableau, carte, photo ou graphique) ;

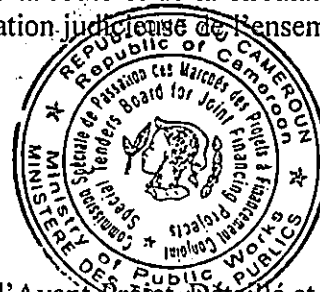
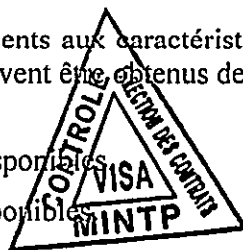
- Identification dans le réseau routier, ses principales caractéristiques géométriques, ses abords et son environnement global, le trafic y circulant, les aménagements réalisés ou en cours (y compris programmés), avec si possible des illustrations (plan, tableau, carte, photo ou graphique) ;
- dans le réseau routier, ses principales caractéristiques géométriques, ses abords et son environnement global, le trafic y circulant, les aménagements réalisés ou en cours (y compris programmés), avec si possible des illustrations (plan, tableau, carte, photo ou graphique) ;
- le réseau routier, ses principales caractéristiques géométriques, ses abords et son environnement global, le trafic y circulant, les aménagements réalisés ou en cours (y compris programmés), avec si possible des illustrations (plan, tableau, carte, photo ou graphique) ;
- **Mise aux normes de sécurité routière du dossier d'APD:** le consultant examinera l'ensemble des plans de l'APD à la lumière des normes de sécurité routière et apportera les modifications nécessaires après avis du Maître d'Ouvrage.

Il est aussi important d'utiliser les données d'accidents de l'itinéraire disponibles à la Gendarmerie Nationale, car, l'examen des données statistiques des accidents peut conduire à une meilleure compréhension des problématiques de sécurité sur l'itinéraire. Pour une étude ciblée sur les caractéristiques de l'infrastructure, il faut pouvoir relier les données d'accidents aux caractéristiques de la route et de la circulation. De plus, de meilleurs résultats peuvent être obtenus de l'utilisation judicieuse de l'ensemble des informations disponibles.

pouvoir relier les données d'accidents aux caractéristiques de la route et de la circulation. De plus, de meilleurs résultats peuvent être obtenus de l'utilisation judicieuse de l'ensemble des informations disponibles.

de l'ensemble des informations disponibles

e l'ensemble des informations disponibles



III-1-2 . Eléments à vérifier ou à observer:

Les éléments à vérifier et/ou à observer sur les plans de l'Avant-Projet Détaillé et sur l'itinéraire des axes retenus (sans être exhaustive ni limitative mais à titre indicatif) porteront sur:

- **Caractéristiques de la route et son environnement (itinéraire):**
 - Tracé en plan (courbes, surface de roulement, largeur de chaussée, dévers, accotements, distance de visibilité, les signalisations, conditions des abords et de dépassements, etc.);

questionnaires ainsi qu'un document de base permettant la mise à jour des données recueillies, en tenant compte des meilleures pratiques existant au plan international tout en l'adaptant, quand besoin est, au cas du Cameroun.

aptant, quand besoin est, au cas du Cameroun.

III-1-4 . Méthodologie

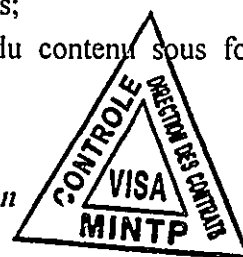
L'organisation de la présente mission fera partie intégrante de la méthodologie que proposera le consultant, y compris ses suggestions sur les tâches et leur répartition dans le calendrier indiqué.

Il définira l'équipe qu'il entend mettre en place afin de mener à bien l'ensemble des tâches qui lui sont confiées. Il définira également dans son offre les prestataires dont il entend utiliser les services pour exécuter des tâches déterminées à l'issue de son analyse.

III-1-5 . Résultats requis

Le consultant aura à établir:

- 1) La présentation de l'itinéraire d'étude;
- 2) Le tableau de découpage de l'itinéraire;
- 3) Un plan de situation de l'itinéraire;
- 4) Un schéma de l'itinéraire en fonction des risques et des recommandations;
- 5) Les listes des éléments à vérifier ou à observer;
- 6) Les propositions et recommandations de mesures correctives;
- 7) Un guide technique et la documentation d'explication du contenu sous forme de questionnaires.
- 8) Un document de base des données recueillies.



III-1-6 . Préparation et organisation de la sensibilisation

Le Consultant basera son action sur les axes de travail suivant:

- Formation des formateurs (animateurs)

Il s'agira ici d'élaborer les documents de formation et de sensibilisation, de procéder à la formation des animateurs en matière de sécurité routière.

- Sensibilisation des usagers sur les dangers possibles de la route

Il s'agira d'insister sur les aspects négatifs (accidents) de la route, lorsqu'elle est mal utilisée. La sensibilisation portera sur les dégâts sur les personnes, les animaux et les biens matériels.

- Sensibilisation à une meilleure connaissance des règles d'utilisation d'une route à grand trafic

Le Consultant informera les usagers sur les dispositions du Code de la Route, en les adaptant aux capacités de compréhension des usagers. Il touchera toutes les autres parties prenantes (conducteurs, autorités...) pour les informer sur les dispositions en rapport avec la sécurité sur les axes routiers.

les informer sur les dispositions en rapport avec la sécurité sur les axes routiers.

- Le Maître d'Ouvrage ou son représentant: **Président**,
- Le Directeur Général des Etudes Techniques, **Membre**;
- Le Directeur Général des Travaux d'Infrastructures, **Membre**;
- Le Chef de Service du Marché, **Membre**;
- L'Ingénieur du marché: **Membre**;
- Un représentant du Ministère des Transport, **Membre**;
- Un représentant de la DGSN, **Membre**;
- Un représentant du SED, **Membre**;
- Un représentant du MINSANTE, **Membre**;
- Les Ingénieurs de suivi du PAT, **Rapporteurs**.

Les frais de fonctionnement de la Commission des Suivi-PeC des Recette Techniques seront pris en charge par le Maître d'Ouvrage.

IV - BESOINS

IV-0 . Profil des experts

IV-0-1 . Nombre d'experts

Le consultant en charge de l'étude mettra en place une équipe pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

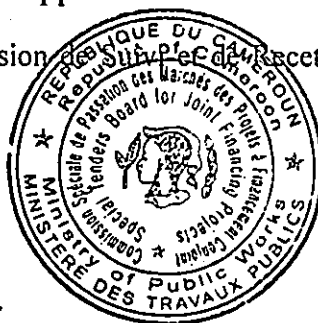
Il est rappelé au Consultant que compte tenu du fait que les deux projets n'ont pas le même niveau de maturation et de ce fait, il devra en tenir compte pour que cette contrainte n'impacte pas sur son organisation.

L'équipe appelée à intervenir devra avoir une expertise solide et complémentaire leur permettant de prendre en compte tous les facteurs pouvant contribuer aux accidents (conception et construction routières, exploitation/entretien de la route, dynamique des véhicules et facteurs humains).

L'équipe sera composée comme suit:

- Un (1) ingénieur routier, chef de mission chargé d'assurer la coordination des activités de la mission et les aspects liés à l'ingénierie de la conception, construction, entretien de la route et des équipements routiers.
- Un (1) spécialiste en sécurité routière connaissant l'influence des caractéristiques de l'infrastructure sur les accidents corporels et le comportement des usagers de la route;
- Un (1) expert en formation, ayant acquis une expérience dans la formation des animateurs ruraux dans le domaine spécifique de la sensibilisation;
- Un (1) sociologue ayant l'expérience des études de comportements et plus particulièrement dans le domaine de la sécurité routière.

La liste de ces experts n'étant pas exhaustive, le consultant est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre à la disposition de la mission le personnel adéquat (expertises spécifiques, personnel de soutien et appui technique) pour la réalisation des



Expérience professionnelle spécifique

- Avoir participé en tant qu'Expert en formation, à au moins deux missions similaires

Expert 4 – Sociologue*Qualification et compétences*

- Niveau maîtrise en sociologie

Expérience professionnelle générale

- Disposer d'au moins huit (8) ans d'expérience dans le domaine de la sociologie dont 5 ans dans la recherche et/ou étude du comportement.

Expérience professionnelle spécifique

- Justifier de références en matière de gestion du risque;
- Avoir participé à une analyse du comportement de l'utilisateur de la route (interaction des comportements-route).

Les personnels impliqués dans la campagne de sensibilisation à la sécurité routière seront mobilisés par le consultant lors de la réalisation de cette tâche sur le terrain. Les équipes proposées seront soumises à la validation du Chef de Service au démarrage de l'exécution de cette tâche.

IV-0-3 . Autres experts, personnel de soutien et appui technique

Les curricula vitae des experts autres que les experts principaux ne doivent pas être inclus dans les propositions. Le prestataire choisit et engage d'autres experts selon ce qui est nécessaire.

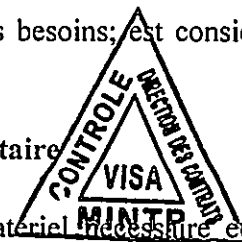
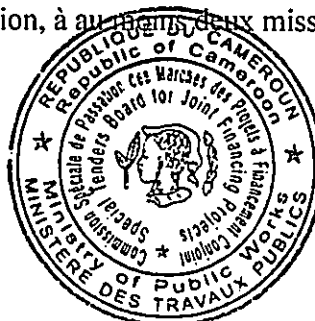
Le coût de l'appui technique et du personnel de soutien, selon les besoins, est considéré comme étant inclus dans la proposition financière du consultant.

IV-1 . Installations et équipement mis à disposition par le prestataire

Le prestataire doit veiller à ce que les experts disposent du matériel nécessaire et de ressources satisfaisantes, notamment en matière d'administration, de secrétariat, d'interprétation et de déplacements, pour pouvoir se consacrer pleinement à leur mission. Il doit également transférer les fonds nécessaires au financement des activités prévues au titre du contrat et s'assurer que le personnel est rémunéré régulièrement et en temps voulu.

IV-2 . Matériel

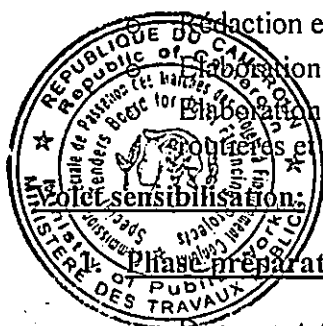
Aucun bien d'équipement ne sera acheté pour le compte du Client au titre du présent marché de services ni transféré au Client à la fin du contrat. Tout bien d'équipement qui devra être acheté par le pays bénéficiaire pour les besoins du marché fera l'objet d'une procédure de demande de propositions de fournitures distincte.



- Remplissage et annotation des listes de vérification et d'observation;
- Analyse du recueil des données;
- Formulation des propositions et recommandations des mesures correctives;
- Rédaction et transmission du rapport à la fin de chaque trimestre;
- Transmission et présentation du rapport annuel;

4. Phase d'expertise sur le terrain pendant l'année de garantie (45 jours)

- Coordination des équipes sur le terrain;
- Remplissage et annotation des listes de vérification et d'observation;
- Analyse du recueil des données;
- Formulation des propositions et recommandations des mesures correctives;
- Rédaction et transmission du rapport correspondant au dernier mois de l'année;
- Elaboration du rapport d'audit définitif;
- Elaboration du guide technique d'audit de sécurité des projets d'infrastructure routières et documentation d'explication du contenu.

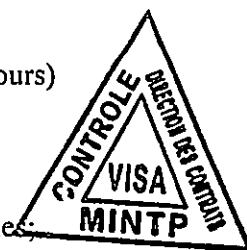


Phase préparatoire de la sensibilisation (15 jours)

- Documentation et prise de contacts;
- Identification des différents villages traversés par le projet;
- Découpage des itinéraires;
- Elaboration des documents de formation et de sensibilisation;
- Validation des documents de formation et de sensibilisation;
- Formation des animateurs en matière de sécurité routière et de la préservation du patrimoine routier;
- Démarrage de la sensibilisation

2. Phase de sensibilisation avant le démarrage des travaux (30 jours)

- Déploiement des animateurs sur le terrain;
- Reconnaissance des itinéraires;
- Prise de contact avec les différentes autorités traditionnelles;
- Transmission du programme de sensibilisation;
- Préparation du schéma d'itinéraire;
- Recueillement des avis des différentes parties prenantes;
- Restitution de la mission de terrain au Chef de Service du marché;
- Elaboration du rapport de sensibilisation avant le démarrage des travaux;
- Validation du rapport provisoire de sensibilisation.



3. Phase de sensibilisation pendant l'exécution des travaux (30 jours par trimestre)

- Déploiement des animateurs sur le terrain;

en matière de sécurité routière avant le démarrage des travaux ainsi que l'ensemble des modifications apportées sur les plans de l'APD pour la mise aux normes de sécurité routière des axes retenus. Il est conseillé au prestataire de continuer son travail même en l'absence des commentaires du pouvoir adjudicateur sur le rapport d'avancement.

- **Rapports d'audit d'étape et de sensibilisation:** Ces rapports seront fournis pendant chacune des deux années de réalisation des travaux et sous une cadence trimestrielle. Le prestataire doit indiquer entre autres dans le rapport, les données actualisées en matière de sécurité routière avant le démarrage des travaux et faire à chaque fois des comparaisons avec les données initiales.

L'approbation des trois premiers rapports trimestriels de chaque année se fera par l'Ingénieur du Marché, tandis que le quatrième rapport trimestriel qui fera l'objet de paiement; sera approuvé par la commission de suivi et de recette techniques.

Il est conseillé au prestataire de continuer son travail même en l'absence des commentaires du pouvoir adjudicateur sur le rapport d'avancement.

Projet de rapport (rapport d'audit et de sensibilisation provisoire): Pendant la période de garantie, les rapports sont fournis tous les quatre mois, le troisième rapport sera soumis au plus tard à la fin de la période de garantie. Pour ce qui est du projet de sensibilisation, doit être soumis au plus tard trois mois après l'achèvement des travaux, et sera examiné avec le rapport d'audit provisoire du trimestre concerné.

Le projet de rapport définitif comprendra entre autres:

- la présentation de l'itinéraire d'étude
- les listes des vérifications et des observations;
- les caractéristiques de l'itinéraire et son environnement;
- les conditions de circulation;
- les comportements des usagers;
- l'établissement et l'analyse des données entre la situation initiale et la phase après achèvement des travaux;
- l'échantillon des personnes sensibilisées le long des itinéraires;
- les thèmes évoqués au cours de la sensibilisation et le niveau d'atteinte des objectifs fixés;
- le guide technique et documentation d'explication;
- les propositions et recommandations des mesures correctives.



- **Rapport définitif:** avec les mêmes spécifications que le projet de rapport, intégrant tous les commentaires sur le projet de rapport, reçus des parties concernées.

Le rapport final sera fourni au plus tard dans une (01) semaine après la réception des commentaires sur le projet de rapport. Le rapport doit contenir une description suffisamment détaillée des différentes options, de manière à permettre la prise d'une décision en connaissance de cause sur les propositions et recommandations des mesures correctives à mettre en œuvre. Les listes de vérification et d'observation remplies et annotées qui représentent la base des analyses, des propositions et recommandations des experts seront présentées dans les annexes au rapport principal.

es experts seront présentées dans les annexes au rapport principal.

Désignation du rapport	Période	Quantité	Délai (mois)
de guide			
Rapport d'audit et de sensibilisation + guide définitifs	Année de garantie	10	T ₀ + 7,5

VI - INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

VI-0 . Documents

L'Administration laissera libre accès à la consultation de tous les documents nécessaires au bon déroulement de la mission.

Le consultant tiendra un inventaire de tous les documents mis à sa disposition par l'Administration et de ceux produits au cours de la mission pour les besoins de l'étude. Ces documents, dont il aura la garde, devront être restitués à la fin de la mission. Ils doivent être considérés comme confidentiels et utilisés comme tels.

Tous les rapports, études ou autres produits, sous forme de graphiques, logiciels ou autres, que le consultant prépare pour le compte du Client au titre du présent Contrat deviennent et demeurent la propriété du Client.

et demeurent la propriété du Client.

VI-1 . Obligations du consultant

Le consultant mettra en place les ressources humaines prévues dans sa proposition technique. L'Administration se réserve, pendant toute la durée des prestations, le droit de refuser ou de faire remplacer tout personnel dont les capacités techniques ou les comportements sont jugés inadéquats.

Le consultant reste responsable de ses écrits. L'approbation ou la prise en considération par l'Administration des documents qu'il produit ne dégage pas sa responsabilité vis-à-vis des conséquences de ses éventuelles erreurs. Le consultant est réputé être assuré pour la couverture de ces risques.

Le consultant est réputé être assuré pour la couverture de ces risques.

Le consultant doit être totalement indépendant des titulaires des contrats de travaux et de contrôle et surveillance ainsi que de tout intérêt particulier du Maître d'Ouvrage.

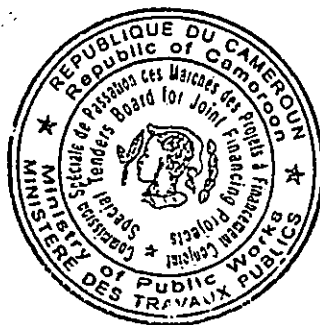
Le consultant sera tenu au respect du secret professionnel pendant et après sa mission.

VI-2 . Mise à disposition des documents

Le consultant pourra disposer ou prendre connaissance des documents suivants auprès de la Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint du MINTP ou autres services de la DGTI-DGET/MINTP:

- des relevés de dégradations disponibles de l'itinéraire ou tronçons de l'itinéraire concerné;
- des dossiers et rapports relatifs aux projets routiers en cours d'exécution ou envisagés sur l'itinéraire;





Partie II

Section 8. Conditions de Marché et Contrats types



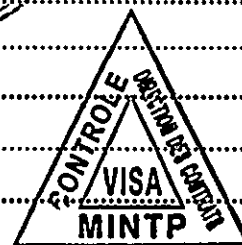
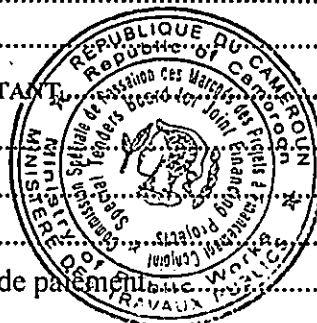
CONTRAT TYPE

Services de Consultants

Rémunération forfaitaire

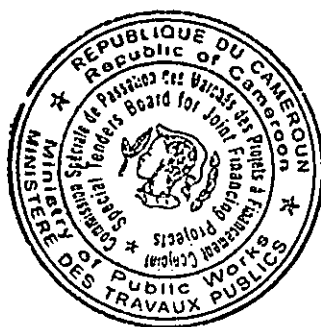


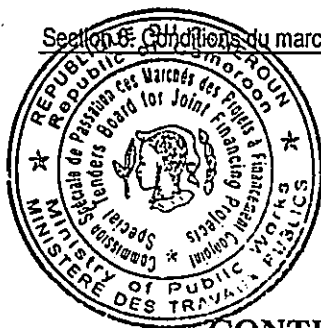
26.	Obligations en matière de rapports	129
27.	Propriété des documents préparés par le Consultant	129
28.	Équipement, véhicules et fournitures.....	129
D.	LE PERSONNEL DU CONSULTANT ET SOUS-TRAITANTS.....	130
29.	Description du Personnel clé	130
30.	Remplacement de Personnel clé	130
31.	Retrait de personnel ou de sous-traitant.....	130
E.	OBLIGATION DU CLIENT	131
32.	Assistance et exonérations.....	131
33.	Accès au site du Projet.....	132
34.	Modification du Droit applicable concernant les impôts et taxes.....	132
35.	Services, installations et propriétés du Client.....	132
36.	Personnel de Contrepartie.....	132
37.	Paielements.....	133
F.	PAIEMENTS VERSES AU CONSULTANT.....	133
38.	Prix du Contrat.....	133
39.	Impôts et taxes	133
40.	Monnaie de paiement.....	133
41.	Modalités de facturation et de paiement.....	133
42.	Intérêts moratoires	135
G.	ÉQUITÉ ET BONNE FOI	135
43.	Bonne foi	135
H.	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	135
44.	Règlement amiable	135
45.	Règlement des différends.....	135
III.	CONDITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT (CPC)	141
IV.	ANNEXES.....	151
	Annexe A – Termes de référence	151
	Annexe B – Personnel clé.....	151
	Annexe C – Décomposition du prix du Contrat	151
	Annexe D – Formulaire de garantie de remboursement de l’avance.....	154



Préface

1. Le formulaire de Contrat type comporte quatre parties : le Modèle de Contrat qui doit être signé par le Client et le Consultant, les Conditions générales du Contrat (CGC) y compris l'Annexe 1 – Fraude et Corruption, les Conditions particulières du Contrat (CPC) et les Annexes.
2. Les Conditions générales, incluant l'Annexe 1, ne doivent pas être modifiées. Toute disposition complémentaire requise pour satisfaire aux exigences spécifiques du projet doit être insérée dans les Conditions particulières, sans pour autant contredire ou invalider les Conditions générales.





I. Modèle de Contrat

CONTRAT À RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE

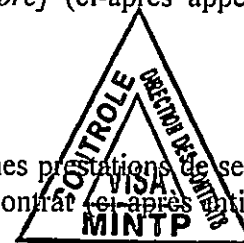
(Le texte proposé entre crochets [] indique les renseignements spécifiques au projet ; toutes ces notes doivent être supprimées dans le texte final)

Le présent CONTRAT (intitulé ci-après le « Contrat ») est passé le [jour] jour du [mois] de [année], entre, d'une part, Monsieur le MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS (ci-après appelé le « Client ») et, d'autre part, [nom du Consultant] (ci-après appelé le « Consultant »).

[Note : Si le Consultant est constitué de plusieurs entités, le texte ci-dessus doit être modifié en partie comme suit : « ... (Ci-après appelé le « Client ») et, d'autre part, un groupement constitué des entités suivantes, dont chacune d'entre elles sera conjointement et solidairement responsable à l'égard du Client pour l'exécution de toutes les obligations contractuelles, à savoir [nom du membre] et [nom du membre] (ci-après appelés le « Consultant »). »]

ATTENDU QUE

- (a) le Client a demandé au Consultant de fournir certaines prestations et services définies dans les Conditions générales jointes au Contrat (ci-après intitulées les « Services ») ;
- (b) le Consultant, ayant démontré au Client qu'il a la capacité professionnelle, l'expertise et les ressources techniques requises, a convenu d'exécuter les Services conformément aux termes et conditions arrêtés au Contrat ;
- (c) le Client a reçu [ou a sollicité] un [prêt/crédit/don] de [insérer le cas échéant : Le nom de l'institution de financement spécifique, par exemple BAD, FAD, NTF, etc.] en vue de contribuer au financement du coût du Projet et des Prestations et se propose d'utiliser une partie de ce [prêt/crédit/don] pour régler les paiements éligibles autorisés dans le cadre du présent Contrat, étant entendu (i) que les paiements effectués par la Banque ne seront effectués qu'à la demande du Client et sur approbation de la Banque, (ii) que ces paiements seront soumis à tous égards aux termes et conditions de l'Accord de [prêt/crédit/don] ; ledit accord de financement interdit tout retrait du compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures lorsque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d'une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. et (iii) qu'aucune Partie autre que le Client ne peut se prévaloir des dispositions de l'Accord de [prêt/crédit/don], ni prétend détenir une créance sur les fonds provenant du [prêt/crédit/don].

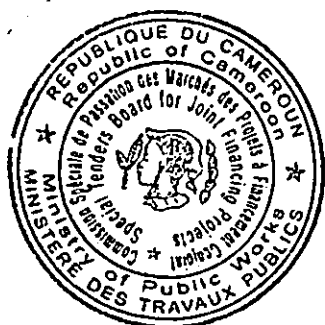


EN CONSÉQUENCE, les Parties ont convenu ce qui suit :

[Nom du Chef de file]

[Représentant autorisé au nom des partenaires du groupement]

[Ajouter des emplacements de signature pour chacun des partenaires, si tous sont signataires]

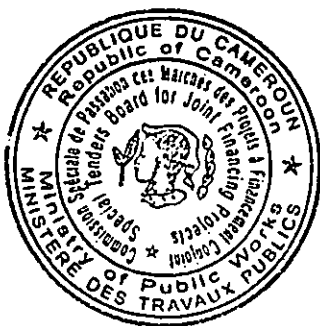


II. Conditions générales du Contrat

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Définitions

1.1 À moins que le contexte ne le requière différemment, chaque fois qu'ils sont utilisés dans le Contrat, les termes ci-après ont les significations suivantes : « Droit applicable » désigne les lois et autres textes ayant force de loi dans le pays du Gouvernement ou dans tout autre pays indiqué, le cas échéant, dans les Conditions Particulières du Contrat (CPC), au fur et à mesure de leur publication et de leur mise en vigueur



(b) La « Banque » désigne l'institution mentionnée dans les CPC.

(c) « L'Emprunteur » désigne le gouvernement, l'agence gouvernementale ou toute autre entité ayant signé l'accord de prêt avec la Banque,

(d) Le « Client » désigne l'agence d'exécution avec lequel le Consultant sélectionné signe le Contrat de prestations de services.

(e) Le « Consultant » désigne la personne morale ou l'entité légale qui peut fournir ou qui fournit les prestations au Client en vertu du Contrat.

(f) Le « Contrat » désigne le Contrat signé par le Client et le Consultant et tous les documents annexés énumérés à la Clause 1, à savoir les Conditions générales du Contrat (CGC), les Conditions particulières du Contrat (CPC) et les Annexes.

(g) « Jour » désigne une journée calendaire, sauf si stipulé autrement.

(h) « Date d'entrée en vigueur » désigne la date à laquelle le Contrat entrera en vigueur, conformément à la Clause 11 du CGC.

(i) « Experts » désigne collectivement le personnel clé, et tout autre personnel du Consultant, des sous-traitants ou des partenaires de groupement, assignés par le Consultant pour la réalisation des services ou une partie de ceux-ci dans le cadre du Contrat.

(j) « Monnaie étrangère » : toute monnaie autre que celle du pays du Client.

(k) « CGC » Conditions Générales du Contrat.

(l) « Gouvernement » : le Gouvernement du pays du Client.

(m) « Groupement » signifie une association de deux

par ces derniers ou en leur nom.

3. Droit applicable au Contrat

3.1. Le Contrat, sa signification, son interprétation, et les relations s'établissant entre les Parties seront régis par le Droit applicable.

4. Langue

4.1. Le Contrat a été rédigé dans la langue indiquée dans les CPC, qui sera la langue faisant foi pour toutes questions relatives à la signification ou à l'interprétation du Contrat.

5. Titres

5.1. Les titres ne limiteront, ne modifieront, ni n'affecteront en rien la signification du Contrat.



6.1. Toute notification nécessaire ou permise en vertu du Contrat devra l'être sous forme écrite, dans la langue indiquée à la Clause 4. Une telle notification, demande ou approbation sera considérée comme ayant été effectuée lorsqu'elle aura été transmise en personne à un représentant autorisé de la Partie à laquelle cette communication est adressée, ou lorsqu'elle aura été envoyée à cette Partie à l'adresse indiquée dans les CPC.

6.2. Une Partie peut changer son adresse aux fins de notification en donnant à l'autre partie notification écrite envoyée à l'adresse indiquée dans les CPC.

7. Lieux

7.1. Les Services sont exécutés sur les lieux indiqués à l'Annexe A jointe et, lorsque la localisation d'une tâche particulière n'est pas précisée, en des lieux que le Client approuvera, dans le pays de son Oeuvrement ou à l'étranger.

8. Autorité du Chef de file

8.1. Si le Consultant est constitué par un groupement de plus d'une entité, les partenaires autorisent par la présente l'entité Chef de file indiquée dans les CPC à exercer en leur nom tous les droits, et remplir toutes les obligations envers le Client en vertu du Contrat et à recevoir, notamment, les instructions et les paiements effectués par le Client.

9. Représentants autorisés

9.1. Toute action qui peut ou qui doit être effectuée, et tout document qui peut ou qui doit être établi en vertu du Contrat par le Client ou par le Consultant, pourra l'être par les représentants désignés dans les CPC.

10. Fraude et Corruption, et éligibilité

10.1. La Banque exige le respect du Cadre d'intégrité comprenant les Procédures de sanctions du Groupe de la Banque africaine de Développement, la Politique de dénonciation et de traitement des plaintes de la Banque, la Politique de passation des marchés de la Banque en vertu du Cadre de Passation des Marchés de la Banque et toutes autres politiques et procédures applicables y compris leurs mises à jour, telles que décrites dans l'Annexe I au CGC.

10.2. Éligibilité : La Banque exige que toutes les parties

Contrat

19 ci-après, le Contrat prendra fin dans le délai suivant la Date d'entrée en vigueur indiqué dans les CPC.

15. Contrat formant un tout

15.1 Le Contrat contient toutes les clauses et dispositions convenues entre les Parties. Aucun agent ou représentant des Parties n'a le pouvoir de lier les Parties par une déclaration, promesse, engagement ou accord qui ne soit contenu dans le Contrat.

16.1 Aucun avenant aux termes et conditions du Contrat, y compris des modifications portées à l'étendue des Services, ne pourra être effectué sans accord écrit entre les Parties. Toutefois, chaque Partie accordera l'attention nécessaire à toute proposition de modification ou de changement présentée par l'autre Partie.

16.2 Le consentement préalable et écrit de la Banque est requis en cas de toute modification ou variation de quelque importance.

17. Force Majeure**a. Définition**

17.1 Aux fins du Contrat, le terme « force majeure » signifie tout événement hors du contrôle d'une Partie, qui n'est pas prévisible, qui est inévitable et qui rend impossible l'exécution par une Partie de ses obligations, ou qui rend cette exécution si difficile qu'elle peut être considérée comme étant impossible dans de telles circonstances ; les cas de force majeure comprennent, mais ne sont pas limités à : guerres, émeutes, troubles civils, tremblements de terre, incendies, explosions, tempêtes, inondations ou autres catastrophes naturelles, grèves, ou autres actions revendicatives, confiscations, ou fait du prince.

17.2 Ne constituent pas des cas de force majeure : (i) les événements résultant d'une négligence ou d'une action délibérée d'une des Parties ou d'un de ses Sous-Traitants, agents ou employés, (ii) les événements qu'une Partie agissant avec diligence aurait été susceptible de prendre en considération au moment de la conclusion du Contrat et d'éviter ou de surmonter dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

17.3 L'insuffisance de fonds et le défaut de paiement ne constituent pas des cas de force majeure.

b. Non-rupture de Contrat

17.4 Le manquement de l'une des Parties à l'une quelconque de ses obligations contractuelles ne constitue pas une rupture de Contrat, ou un manquement à ses obligations contractuelles, si un



19. Résiliation

a. Par le Client

19.1 Le Contrat peut être résilié par l'une quelconque des parties dans les conditions ci-après :

19.1.1. Le Client a le droit de résilier le Contrat à la suite de l'un quelconque des événements indiqués aux paragraphes (a) à (f) de la présente Clause. Dans un tel cas, le Client remettra un préavis par notification écrite d'un minimum de trente (30) jours au Consultant dans le cas des événements visés sous (a) à (d), de soixante (60) jours dans le cas des événements visés sous (e) et de cinq (5) jours dans le cas des événements visés sous (f) :



- (a) si le Consultant ne remédie pas à un manquement à ses obligations contractuelles, suivant notification de suspension conforme aux dispositions de la Clause 18 ci-dessus ;
- (b) si le Consultant (ou, si le Consultant est constitué par plusieurs entités juridiques, l'un des partenaires) fait faillite ou entre en règlement judiciaire, en liquidation ou redressement judiciaire, que ce soit volontairement ou non ;
- (c) si le Consultant ne se conforme pas à la décision finale prise à la suite d'une procédure d'arbitrage engagée conformément aux dispositions de la Clause 45.1 ci-après ;
- (d) si, suite à un cas de force majeure, le Consultant est dans l'incapacité d'exécuter une partie substantielle des Services pendant une période supérieure à soixante (60) jours ;
- (e) si le Client, de sa propre initiative et pour quelque raison que ce soit, décide de résilier le Contrat ;
- (f) si le Consultant manque à son obligation de confirmer la disponibilité

d'achèvement du Contrat, (ii) de l'obligation de réserve définie dans la Clause 22 ci-après, (iii) de l'obligation qu'a le Consultant d'autoriser l'inspection, la copie et la vérification des comptes et écritures, conformément à la Clause 25 ci-après, et (iv) des droits qu'une Partie pourrait conserver conformément aux dispositions du Droit applicable.

d. Cessation des Services



19.1.5. Sur résiliation du Contrat par notification de l'une des Parties à l'autre conformément aux dispositions des Clauses 19 (a) ou 19 (b) ci-dessus, le Consultant devra, dès l'envoi ou la réception de cette notification, prendre les mesures permettant de conclure au mieux les Services et tenter de restreindre dans toute la mesure du possible les dépenses correspondantes. En ce qui concerne les documents préparés par le Consultant, et les équipements et autres contributions du Client, le Consultant procédera comme indiqué aux Clauses 27 et 28 ci-après.

e. Paiement à la suite de la résiliation

19.1.6. Suite à la résiliation du Contrat, le Client réglera au Consultant les sommes suivantes :

- (a) le paiement des Services qui auront été effectués de manière satisfaisante jusqu'à la date de résiliation ; et
- (b) dans les cas de résiliation définis dans les paragraphes (d) à (e) de la Clause 19.1.1 ci-dessus, le remboursement dans une limite raisonnable des dépenses résultant de la conclusion rapide et en bon ordre du Contrat, ainsi que des dépenses de rapatriement du personnel du Consultant.



C. OBLIGATIONS DU CONSULTANT

20. Dispositions générales

a. Normes de réalisation

20.1 Le Consultant exécutera les Services et remplira ses obligations de façon diligente, efficace et économique conformément aux techniques et pratiques généralement acceptées ; pratiquera une saine gestion ; utilisera des techniques de pointe appropriées et des équipements, machines, matériels et procédés sûrs et efficaces. Dans le cadre de l'exécution du Contrat ou des Services, le Consultant se comportera toujours en conseiller



b. Non-participation du Consultant et de ses associés à certaines activités

c. Interdiction d'activités incompatibles

d. Obligation de signaler les activités conflictuelles

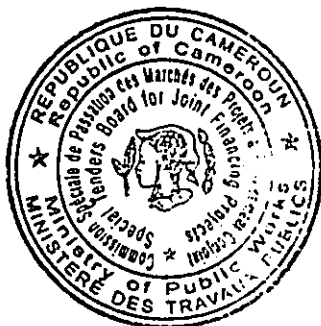
Clauses 38 à 42, constituera le seul paiement au titre du Contrat et, sous réserve des dispositions de la Clause 21.1.3 ci-après, le Consultant n'acceptera pour lui-même aucune commission à caractère commercial, rabais ou autre paiement de ce type lié aux activités conduites dans le cadre du Contrat ou dans l'exécution de ses obligations contractuelles, et il s'efforcera à ce que son Personnel et ses agents, ainsi que les Sous-Traitants, leur Personnel et leurs agents, ne perçoivent pas de rémunération supplémentaire de cette nature.

21.1.2 Si, dans le cadre de l'exécution de ses Services, le Consultant est chargé de conseiller le Client en matière d'achat de biens, travaux ou services, il se conformera aux Règles applicables de la Banque et exercera en toutes circonstances ses responsabilités de façon à protéger au mieux les intérêts du Client. Tout rabais ou commission obtenu par le Consultant dans l'exercice de ses responsabilités en matière de passation des marchés sera reversé au Client.

21.1.3 Le Consultant, ainsi que ses affiliés ou Sous-Traitants et leurs affiliés, s'interdisent, pendant la durée du Contrat et à son issue, de fournir des biens, travaux ou services (autres que services de consultants) destinés à tout projet découlant des Services fournis pour la préparation ou la mise en œuvre du projet.

21.1.4 Le Consultant, et sous sa responsabilité ses Sous-Traitants et leur personnel, ne devront pas s'engager, directement ou indirectement dans des activités commerciales ou professionnelles qui pourraient être incompatibles avec les activités qui leur ont été confiées en vertu du Contrat.

21.1.5 Le Consultant, et sous sa responsabilité ses Sous-Traitants et leur personnel ont l'obligation de signaler au Client toute situation réelle ou potentielle de conflit



26. Obligations en matière de rapports

26.1

Contrat et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par la Banque, si la Banque en fait la demande. L'attention du Consultant est attirée sur la Clause 10 ci-avant qui stipule, entre autres, que le fait d'entraver l'exercice par la Banque de son droit d'examen et de vérification tel que prévu par la présente clause constitue une pratique interdite pouvant conduire à la résiliation du Contrat (ainsi qu'à la l'exclusion dans le cadre du régime en vigueur concernant les sanctions de la Banque).

Le Consultant fournira au Client les rapports et documents indiqués dans l'Annexe A ci-jointe, dans la forme, les délais et selon les quantités indiquées dans cette Annexe.

27. Propriété des documents préparés par le Consultant

27.1

Sauf disposition contraire stipulée dans les CPC, tous les rapports et renseignements se rapportant aux Services, cartes, plans, dessins, spécifications, bases de données, autres documents et logiciels, et tous matériaux collectés ou préparés par le Consultant pour le compte du Client en vertu du Contrat auront un caractère confidentiel et deviendront et demeureront la propriété du Client. Le Consultant les remettra au Client avant la résiliation ou l'achèvement du Contrat, avec l'inventaire détaillé correspondant. Le Consultant pourra conserver un exemplaire des documents et logiciels mais il ne pourra pas faire usage de ceux-ci pour des motifs sans relation avec le Contrat sans avoir obtenu l'accord écrit préalable du Client.

27.2

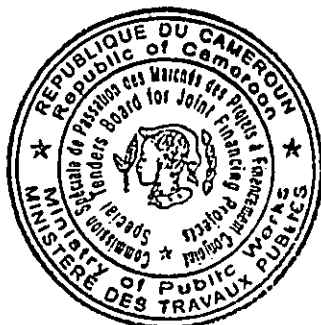
Si le Consultant doit passer un accord de brevet avec des tiers pour la conception de ces plans, dessins, spécifications, bases de données, autres documents et logiciels, il devra obtenir l'approbation écrite préalable du Client qui aura le droit, à sa discrétion, de demander à recouvrer le coût des dépenses encourues pour le développement des programmes concernés. Toutes autres restrictions pouvant concerner l'utilisation de ces documents et logiciels à une date ultérieure seront, le cas échéant, indiquées dans les CPC.

28. Équipement, véhicules et fournitures

28.1

Les équipements, véhicules et fournitures mis à la disposition du Consultant par le Client ou achetés en tout ou en partie sur des fonds fournis par le Client, seront propriété du Client et seront marqués en conséquence. Après résiliation du Contrat ou à son achèvement, le Consultant remettra au Client un inventaire de ces équipements, véhicules et





- 31.2 Si le Client estime qu'un des membres du Personnel clé, autre personnel ou sous-traitant n'a pas la compétence nécessaire ou se révèle incapable de remplir ses fonctions, le Client a le droit de demander son remplacement, en spécifiant les motifs.
- 31.3 Tout remplacement de personnel ou sous-traitant doit être effectué par un remplaçant dont les qualifications et l'expérience sont au moins équivalentes à celles du personnel remplacé, et qui doit être acceptable au Client.
- 31.4 Le Consultant prendra à sa charge tous les frais de voyage et autres résultant du retrait et/ou remplacement de personnel clé.

E. OBLIGATION DU CLIENT

32. Assistance et exonérations

- 32.1 Sauf indication contraire dans les CPC, le Client fera son possible pour :

- (a) assister le Consultant pour obtenir les permis de travail et autres documents qui lui sont nécessaires dans le cadre de l'exécution des Services ;
- (b) assister le Consultant pour obtenir rapidement pour son Personnel clé et, le cas échéant, leurs familles, les visas d'entrée et de sortie, les permis de résidence, et tous autres documents requis pour leur séjour dans le pays du Client durant l'exécution des Services ;
- (c) faciliter le dédouanement des biens nécessaires à l'exécution des Services et des effets personnels appartenant au Personnel et à leurs familles ;
- (d) donner aux agents et représentants officiels du Gouvernement les instructions et informations nécessaires à l'exécution rapide et efficace des Services ;
- (e) assister le Consultant, ses Sous-Traitants et leur Personnel à obtenir une exonération de toute obligation d'enregistrement, ou toute autorisation d'exercer leur profession en société ou à titre individuel dans le pays du Client, conformément aux dispositions du Droit applicable ;
- (f) assister le Consultant, ses Sous-Traitants et



lui sont confiées par le Consultant dans le cadre du poste auquel il a été affecté, le Consultant pourra demander qu'il soit remplacé ; à moins d'un motif sérieux, le Client ne pourra pas refuser de donner suite à la requête du Consultant.

37. Obligations de Paiement



37.1 Le Client effectuera les paiements au Consultant au titre des Services rendus dans le cadre du Contrat, pour les livrables stipulés dans l'Annexe A et conformément aux dispositions des Clauses du chapitre F ci-après.

PAIEMENTS VERSES AU CONSULTANT

38.1 Le prix du Contrat est fixe et indiqué dans les CPC. La décomposition du prix du Contrat est fournie à l'Annexe C.

38.2 Aucune modification au prix du Contrat mentionné à la Clause 38.1 ne peut être effectuée sans l'accord des deux Parties aux fins de réviser l'étendue des Services selon la Clause 16 des CGC, et d'amender par écrit les Termes de Référence dans l'Annexe A.

39. Impôts et taxes



39.1 Sauf indication contraire dans les CPC, le Consultant, les Sous-Traitants et le Personnel paieront les impôts, droits, taxes et autres charges imposés en vertu du Contrat.

39.2 A titre d'exception à ce qui précède, et comme indiqué aux CPC, tous les impôts indirects identifiables (identifiés comme tels lors des négociations du Contrat) seront remboursés au Consultant ou seront payés par le Client au nom du Consultant.

40. Monnaie de paiement

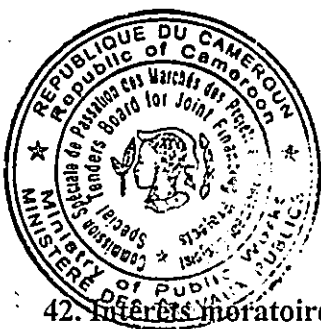
40.1 Les paiements au titre du Contrat seront effectués dans la (les) monnaie(s) indiquée(s) au Contrat.

41. Modalités de facturation et de paiement

41.1 Le montant total payé au Consultant dans le cadre du Contrat ne dépassera pas le prix du Contrat conformément à la Clause 38.1.

41.2 Les paiements dans le cadre du Contrat seront des montants forfaitaires au titre des livrables identifiés dans l'Annexe A. Les paiements seront versés au compte du Consultant sur la base du calendrier présenté dans les CPC.

41.2.1 Avance : Dans les délais prévus après la date d'entrée en vigueur, le Client versera au Consultant une avance du montant indiqué dans les CPC. Sauf



42. Intérêts moratoires

contrat doivent être versés aux comptes du Consultant indiqués dans les CPC.

- 41.2.5 A l'exception du paiement final visé au 41.2.3 ci-dessus, les paiements ne constituent pas preuve d'acceptation des Services et ne libèrent pas le Consultant de ses obligations au titre du Contrat.

- 42.1 Si le Client ne règle pas, dans les quinze (15) jours suivant la date à laquelle le paiement est dû en vertu de la Clause 41.2.2, les sommes qui sont dues au Consultant, des intérêts seront versés au Consultant pour chaque jour de retard au taux annuel indiqué dans les CPC.

G. ÉQUITÉ ET BONNE FOI

43. Bonne foi

- 43.1 Les Parties s'engagent à agir de bonne foi vis-à-vis de leurs droits contractuels réciproques et à prendre toute mesure possible pour assurer la réalisation des objectifs du Contrat.

H. REGLEMENT DES DIFFERENDS

44. Règlement amiable



- 44.1 Les Parties feront de leur mieux pour régler à l'amiable les différends qui pourraient survenir de l'exécution du Contrat, par consultation mutuelle.
- 44.2 Dans le cas où une des Parties fait objection à une action ou défaut d'action de l'autre Partie, la première peut notifier par écrit à la seconde les motifs du différend, en fournissant tous détails nécessaires. La Partie qui se voit ainsi notifier le différend examinera celui-ci et répondra par écrit dans les quatorze (14) jours à date de la réception de la notification. Si elle ne répond pas dans les quatorze (14) jours, ou si le différend ne peut être résolu dans les quatorze (14) jours suivant la réponse, la Clause 45.1 s'appliquera.

45. Règlement des différends

- 45.1 Tout différend qui pourrait s'élever entre les parties en raison des dispositions contractuelles et qui ne pourrait être réglé à l'amiable sera soumis à un règlement par l'une ou l'autre des parties conformément aux dispositions spécifiées dans les CPC.



II. Conditions générales

Annexe 1

Fraude et corruption

(Le texte de cette annexe ne doit pas être modifié)

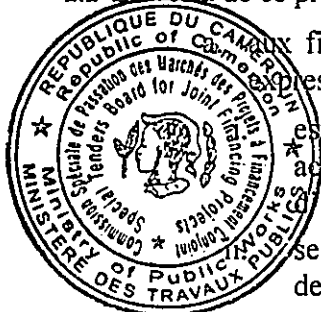
1. Objet

- 1.1 Le Cadre d'intégrité de la Banque et la présente annexe s'appliquent à la passation des marchés dans le cadre des opérations de financement de projets d'investissement de la Banque.

2. Exigences

- 2.1 La Banque exige, dans le cadre de la procédure de passation des marchés qu'elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements) ainsi qu'aux soumissionnaires (Consultants/proposants), fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), personnel, sous-traitants et fournisseurs d'observer, lors de la passation et de l'exécution de ces marchés, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes et de s'abstenir des pratiques de fraude et corruption¹.

2.2 En vertu de ce principe, la Banque :



- i. aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :

est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d'influer indûment sur l'action d'une autre personne ou entité² ;

se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave, ou tente d'induire en erreur une personne ou une entité³ afin d'en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation ;

iii. se livrent à des « manœuvres collusoires » les personnes ou entités qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l'action d'autres personnes ou entités ;

iv. se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou à ses biens en vue d'en influencer indûment les actions de cette personne ou entité ; et

¹ Dans ce contexte, toute action visant à influencer le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat pour un avantage indu est inappropriée.

² Aux fins du présent alinéa, « une autre partie » désigne un agent public agissant en relation avec le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat, y compris le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations prenant ou faisant la revue des décisions de passation des marchés.

³ Aux fins du présent alinéa, « partie » désigne un agent public, y compris le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations prenant ou faisant la revue des décisions de passation des marchés ; les termes « avantage » et « obligation » se rapportent au processus de passation des marchés ou à l'exécution du contrat ; et « l'acte ou l'omission » est destiné à influencer le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat. »

autre manière à la préparation ou à la mise en œuvre d'un projet financé par la Banque ; et

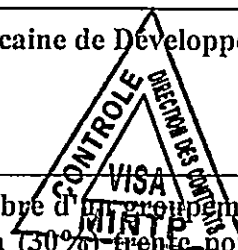
- e. exigera que les dossiers d'appel d'offres/demandes de propositions et les marchés financés par la Banque contiennent une disposition requérant des soumissionnaires, consultants, fournisseurs et entrepreneurs, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et leur personnel qu'ils autorisent la Banque à inspecter⁶ les documents et pièces comptables et autres documents relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou à l'exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.







⁶ Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Ils comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d'une enquête ou d'un audit, tel que l'évaluation de la véracité d'une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d'avoir accès à des documents financiers d'une société ou d'une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d'avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l'enquête ou de l'audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie.

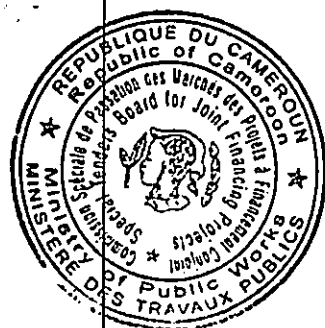
III. Conditions particulières du Contrat (CPC)

Clauses des CGC	Modifications et compléments apportés aux Clauses des Conditions générales du Contrat
CGC 1.1(a)	Le Contrat sera régi par les lois et autres textes ayant force de loi dans le pays : <i>République du Cameroun</i>
	Banque est : La Banque Africaine de Développement (BAD)
	La part minimale d'un membre d'un groupement dans le Contrat ne doit pas être inférieure à (30%) trente pour cent de la valeur totale du Contrat.
CGC 1.1 (m)	us les autres membres restent solidairement responsables de l'exécution de l'ensemble des dispositions du Contrat.
CGC 1.1 (m)	Réf : Données particulières 14.1.1 (v) sur le Groupement : Exclusion de la responsabilité solidaire : <u>Sans objet</u>
CGC 1.1 (n)	Réf : Données particulières 14.1.2 sur les Termes de référence de contribution des experts nationaux clés : <u>Sans objet</u> .
CGC 1.1 (n)	Réf : Données particulières 14.1.3 sur les Termes de référence de contribution des experts nationaux clés : <u>Sans objet</u>
CGC 1.1 (n)	Réf : Données particulières 14.1.4 et 27.2 sur les Termes de référence de contribution des experts nationaux clés : <u>Sans objet</u>
CGC 1.1 (t)	Réf : Données particulières 12.9 (c) Sous-Consultant (sous-traitant) : La participation totale maximale de tous les Sous-traitants est trente pour cent (30%) <i>du montant total du Contrat</i>
CGC 4.1	La langue est : Le FRANÇAIS ou l'ANGLAIS



CGC 13.1	<p>Commencement des Services :</p> <p>La période en jours est de trente (30) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.</p> <p>La confirmation de la disponibilité du personnel clé à commencer la mission doit être remise au Client par écrit, sous la forme d'une déclaration écrite de chaque personnel clé.</p>
CGC 14.1	<p>Achèvement du Contrat :</p> <p>La période cumulée sera de sept mois et demi (7,5) mois étalée sur vingt quatre (24) mois</p>
	<p>Le Client se réserve le droit de déterminer cas par cas si le Consultant doit être disqualifié pour fournir des biens, travaux ou services (autres que services de Consultants) pour motif de conflit décrit à la Clause 21.1.3 des CGC.</p> <p>Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>
CGC 23.1	Il n'y a pas de disposition additionnelle.
	<p>CGC 24.1 La couverture de l'assurance des risques sera comme suit :</p> <p><i>[Supprimer ce qui n'est pas applicable, à l'exception de (a)].</i></p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Assurance de responsabilité professionnelle, avec une couverture minimale de cent quinze pourcent (115%) du montant total du contrat; (b) Assurance automobile au tiers pour les véhicules utilisés par le Consultant, leur Personnel clé ou Sous-traitants, dans le pays du Client, pour une couverture minimum de trois cent millions (300 000 000) FCFA ; (c) Assurance au tiers, pour une couverture minimum de cinq cent millions (500 000 000) FCFA ; (d) Assurance patronale et contre les accidents de travail couvrant le Personnel clé du Consultant et de leurs Sous-traitants, conformément aux dispositions légales en vigueur, et assurance vie, maladie, voyage ou autre ; et (e) Assurance contre les pertes ou dommages subis par (i) les équipements financés en totalité ou en partie au titre du Contrat, (ii) les biens utilisés par le Consultant pour la fourniture des Services, et (iii) les documents préparés par le Consultant pour l'exécution des Services.
CGC 27.1	NON APPLICABLE
CGC 27.2	Le Consultant ne pourra utiliser ces livrables (documents, logiciels, ...) à des fins sans rapport avec le Contrat sans l'autorisation préalable

 	<p>(a) tout paiement effectué au Consultant, aux Sous-traitants et au Personnel (autres que les ressortissants ou résidents permanents du pays du Gouvernement) au titre de l'exécution des Services ;</p> <p>(b) tous équipements et fournitures apportés dans le pays du Client par le Consultant ou leurs Sous-traitants dans le cadre de l'exécution des Services et qui, importés, seront par la suite réexportés par le Consultant ;</p> <p>(c) tout équipement, matériaux et fournitures importés dans le cadre de l'exécution des Services, payé sur des fonds fournis par le Client et considéré comme étant la propriété du Client ;</p> <p>(d) tout bien importé dans le pays du Client par le Consultant, les Sous-traitants, leur Personnel et leurs familles (à l'exception des ressortissants ou des résidents permanents du pays du Client) pour leur usage personnel, et qui en sera par la suite réexporté lorsqu'ils quitteront le pays du Client, à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) le Consultant, les Sous-traitants, leur Personnel et leurs personnes à charge respectent les procédures douanières en vigueur pour l'importation des biens dans le pays du Client ; et (ii) si le Consultant, les Sous-traitants, leur Personnel et leurs personnes à charge ne réexportent pas ces biens importés en franchise de droits et taxes mais en disposent dans le pays du Client, (a) ils s'acquitteront de ces droits et taxes conformément à la réglementation du pays du Client, ou (b) ils rembourseront au Client ces taxes et droits si ce dernier les avait payés au moment de l'introduction de ces biens dans le pays du Client.
CGC 41.2	<p>Calendrier des paiements :</p> <p><i>En cas de démarrage simultané des travaux sur les trois tronçons</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dix (10%) pour cent du montant total du contrat, après approbation par le Chef Service du Marché du rapport de premier établissement ; 2. Quinze (15%) pour cent du montant total du contrat dès approbation par le Chef service du Marché du Rapport de l'état des lieux et d'examen des plans de l'Avant-Projet Détaillé après validation par la commission de Suivi et de recette technique et présentation par le Consultant d'une facture correspondante ;

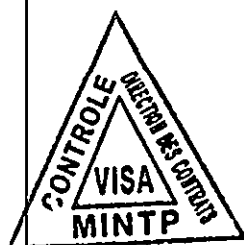


formation (5%)			
après approbation de chaque rapport trimestriel; (5%)x6	1%x6	2 %x6	2 %x6
après approbation de chaque rapport annuel; (10%)x2	2%x2	4 %x2	4 %x2
après approbation du rapport final guide + définitif (10%)	2%	4 %	4 %
après approbation du rapport final guide + définitif (5%)	1%	2 %	2 %

Les documents concernés doivent être accompagnés pour chacun de l'attachement y relatif ainsi que de la facture du Consultant.

Une copie de chaque décompte périodique sera transmise au Ministre chargé des marchés Publics, conformément à l'article 47 du décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés Publics.

CGC 41.2.1



[Le versement de l'avance peut être effectué en monnaie étrangère, en monnaie nationale ou encore en une combinaison de ces monnaies ; retenir l'option applicable dans la Clause ci-dessous. La garantie de remboursement de l'avance doit être dans la(les) même(s) monnaie(s).]

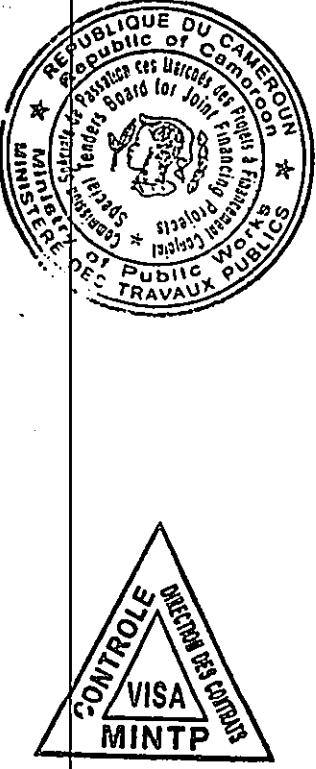
Le versement de l'avance et la garantie de paiement de l'avance seront régis par les dispositions suivantes :

- (1) Une avance de *[montant en monnaie étrangère]* et *[montant en monnaie nationale]* sera versée dans les *[insérer le nombre]* jours qui suivront la date d'entrée en vigueur du Contrat. L'avance sera remboursée au Client en versements égaux par déduction sur *[indiquer les paiements progressifs donnant lieu à déduction]* jusqu'à remboursement total de l'avance.
- (2) La garantie bancaire de remboursement de l'avance sera émise pour un (ou des) montant(s) égal(aux) et dans la (les) même(s) monnaie(s) que l'avance.
- (3) La garantie bancaire fera l'objet de mainlevée lorsque l'avance aura été entièrement remboursée.

CGC 41.2.4

Les intitulés de compte sont :

Pour les paiements en monnaie étrangère : _____ *[insérer le*

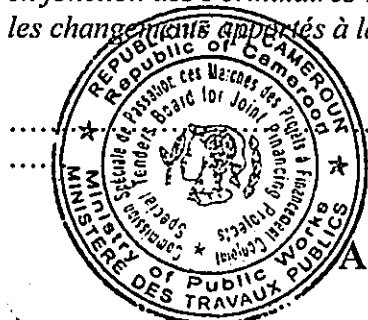
	<p><i>différends relatifs aux investissements (CIRDI) de Washington, la Chambre internationale de commerce de Paris, etc.].</i></p> <p>(c) Si, dans le cas d'un différend, soumis aux dispositions du paragraphe (b) ci-avant, l'une des Parties ne désigne pas son arbitre dans les trente (30) jours suivant la désignation de l'arbitre par l'autre Partie, cette dernière pourra demander à <i>[indiquer ici la même autorité de nomination que celle figurant au paragraphe (b)]</i> de désigner un arbitre unique qui sera seul chargé du règlement du différend en question.</p>
	<p>2. <u>Règles de procédure.</u> En l'absence de dispositions contraires, l'arbitrage se déroulera conformément aux règles de procédure d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) en vigueur à la date du Contrat.</p> <p>3. <u>Arbitres suppléants.</u> Si, pour quelque raison que ce soit, un arbitre ne peut exercer ses fonctions, son suppléant sera désigné de la même manière que lui.</p> <p>4. <u>Nationalité et qualifications des arbitres.</u> L'arbitre unique ou le troisième arbitre désigné conformément aux dispositions des paragraphes (a) à (c) ci-dessus seront des experts de renom international légaux ou techniques particulièrement compétents dans le domaine du différend en question ; ils ne seront pas ressortissants du pays d'origine du Consultant ni du Client <i>[Si le Consultant est constitué par plusieurs entités juridiques, ajouter : ou du pays d'origine de l'un quelconque de leurs Partenaires]</i>. Aux fins de la présente Clause, « pays d'origine » aura la signification suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) la nationalité du Consultant et <i>[Si le Consultant sont constitués par plusieurs entités juridiques, ajouter : ou d'un de leurs Partenaires]</i> ; ou (b) le pays dans lequel le Consultant <i>[ou l'un quelconque de leurs Partenaires]</i> ont leur établissement principal ; ou (c) le pays dont sont ressortissants la majorité des actionnaires du Consultant <i>[ou leurs Partenaires]</i> ; ou (d) le pays dont le Sous-Traitant concerné est ressortissant, lorsque le différend concerne une sous-traitance.
	<p>5. <u>Dispositions diverses.</u> Dans le cas d'une procédure d'arbitrage réglée par les dispositions de la présente Clause :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) à moins qu'il n'en ait été convenu autrement, la procédure se déroulera à <i>[choisir un pays autre que celui du Consultant ou du Client]</i> ;

IV. Annexes

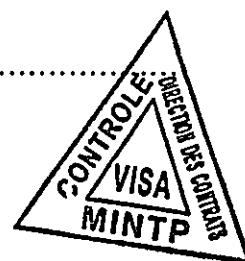
ANNEXE A – TERMES DE REFERENCE

[La présente Annexe doit comprendre les Termes de Référence (TdR) finalisés par le Client et le Consultant lors des négociations ; les délais de réalisation des différentes tâches ; le lieu de réalisation des différentes activités ; les obligations de rapport détaillé ; les contributions du Client, y compris le personnel de contrepartie que le Client devra affecter pour travailler avec l'équipe du Consultant ; les tâches spécifiques qui doivent être préalablement être approuvées par le Client.]

Insérer le texte découlant de la Section 7 (Termes de référence) des IS de la DDP, modifié en fonction des Formulaires TECH-1 à TECH-5 de la Proposition du Consultant. Signaler les changements apportés à la Section 7 de la DDP]



ANNEXE B – PERSONNEL CLE



[Insérer un tableau fondé sur le Formulaire TECH-6 de la Proposition technique du Consultant, finalisé lors des négociations du Contrat. Joindre les CV (mis à jour et signés par l'expert concerné) établissant que le Personnel-clé a les qualifications requises.]

.....
.....

ANNEXE C – DECOMPOSITION DU PRIX DU CONTRAT

[Insérer le tableau montrant les prix unitaires utilisés pour la décomposition du prix forfaitaire. Le tableau sera basé sur les [Formulaire FIN-3 and FIN-4] de la Proposition du Consultant et toute modification convenue lors des négociations du Contrat, le cas échéant. Les modifications éventuelles doivent être signalées par une note spécifique, et s'il n'y a pas eu de modification, il convient de le signaler.]

Lorsque le Consultant a été recruté par la méthode de Sélection basée sur la qualité, ajouter également ce qui suit :

« Les taux de rémunération convenus sont telles qu'indiqués dans le Formulaire modèle I ci-joint. Ce formulaire sera préparé sur la base de l'Annexe A au Formulaire FIN-3 de la DDP « Déclaration relative aux Coûts et Charges du Consultant » remis par le Consultant au Client avant les négociations du Contrat.

Dans le cas où cette déclaration se révélerait incomplète ou inexacte (après inspections ou audits par le Client en conformité à la Clause 25.2 des CGC ou par tout autre moyen), le

Formulaire modèle I**Décomposition des Taux Fixes Convenus dans le Contrat de Consultant**

Nous confirmons que nous avons convenu de verser aux experts énumérés qui participeront à l'exécution des services, les salaires et indemnités indiqués ci-dessous :

(Exprimé en [indiquer la monnaie]) *

Experts		1	2	3	4	5	6	7	8
Nom	Poste	Salaire de base par mois/jour/année de travail	Charges sociales ¹	Frais généraux ¹	Total partie ¹	Marge bénéficiaire ²	Indemnité de mission/expatriation	Taux forfaitaire convenu par mois/jour/heure ouvrable	Taux forfaitaire convenu par mois/jour/heure ouvrable ¹
Au siège									
Travail dans le pays du Client									

1 Exprimé en pourcentage de 1.

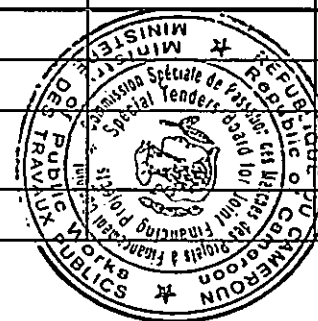
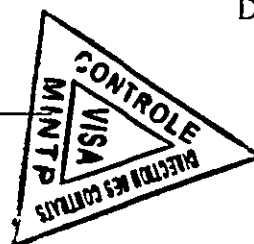
2 Exprimé en pourcentage de 4

* S'il y a plus d'une monnaie, ajouter un tableau

Signature _____

Date _____

Nom et titre : _____



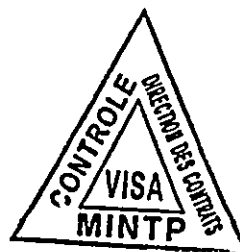
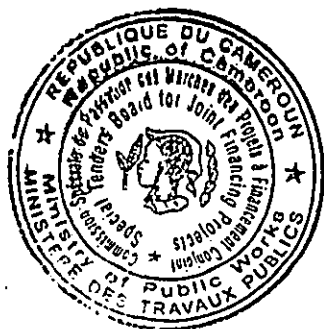
factures marquées de la mention « acquittée » par le Client qui nous seront présentés. La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : sur réception des décomptes certifiés par le Client ou de facture acquittée indiquant que le Consultant a remboursé la totalité de l'avance mentionnée plus haut, ou le _____ [jour] jour de _____ [année]²

Toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

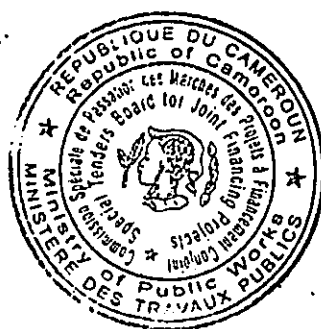
La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Révision 2010, Publication CCI N° 758.

[Signature]

[Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation]



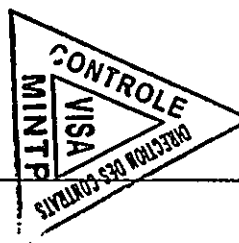
² Insérer la date prévue pour l'achèvement du Contrat. Le Client doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Contrat, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, le Client peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Client formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »

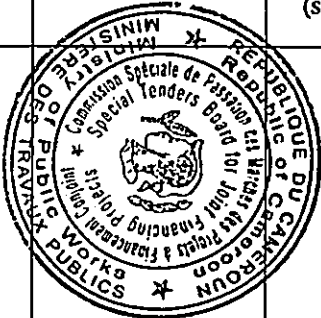
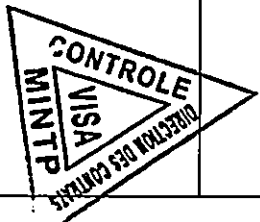


Partie III

Section 9. Formulaire de Notification d'intention d'attribution et de Divulgence des bénéficiaires effectifs

- Retenir : Proposition technique complète (PTC) ou Proposition technique simplifiée (PTS) dans la dernière colonne ci-dessous, selon le cas]*



Nom du Consultant	Proposition remise	<i>[en cas de PTC]</i> Note technique globale	<i>[en cas de PTS]</i> Note technique globale	Proposition financière (si applicable)	Montant évalué de la Proposition financière (si applicable)	Note pondérée globale et rang de classement (si applicable)
		3 : <i>[insérer la note]</i> Critère (iv) : <i>[insérer la note]</i> Critère (v) : <i>[insérer la note]</i> Note globale : <i>[insérer la note globale]</i>				
<i>[insérer le nom]</i>	<i>[oui/non]</i>	Critère (i) : <i>[insérer la note]</i> Critère (ii) : <i>[insérer la note]</i> Critère (iii) : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère a</u> 1 : <i>[insérer la note]</i> 2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère b</u> 1 : <i>[insérer la note]</i> 2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère c</u> 1 : <i>[insérer la note]</i>	Critère (i) : <i>[insérer la note]</i> Critère (ii) : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère a</u> <u>Sous-critère b</u> <u>Sous-critère c</u> Note globale : <i>[insérer la note globale]</i>	<i>[Prix de la proposition]</i> 	<i>[Prix évalué de la Proposition]</i>	Note pondérée : <i>[Note pondérée]</i> Rang de classement : <i>[Rang de classement]</i>

- Motif(s) pour le(s)quel(s) votre Proposition n'a pas été retenue [omettre si la Note pondérée révèle le motif]

[INSTRUCTIONS : indiquer le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) la Proposition du Consultant n'a pas été retenue. Ne PAS fournir : (a) une comparaison point par point avec une proposition concurrente, ou (b) des renseignements identifiés comme confidentielle par le Consultant dans sa Proposition.]

- Comment demander un débriefing [ceci ne s'applique que si votre proposition n'a pas été retenue, comme indiqué au point 3 ci-avant]

DATE ET HEURE LIMITES : l'heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit le [insérer la date] (heure locale).

Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l'évaluation de votre Proposition. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d'intention d'attribution.

Indiquer l'intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Consultant, les détails du marché et l'adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :

À l'attention de :

Nom : [insérer le nom complet de la personne]

Titre/position : [insérer le titre/la position]

Agence : [insérer le nom du Client]

Adresse électronique : [insérer adresse électronique]

Télécopie : [insérer No télécopie] omettre si non utilisé



Lorsqu'une demande de débriefing aura été présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables, nous accorderons le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Dans le cas où il ne nous serait pas possible d'accorder un débriefing dans ce délai, la période d'attente sera prorogée jusqu'à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Dans un tel cas, nous vous informerons par le moyen le plus rapide de la prolongation de la période d'attente et confirmerons la date à laquelle la période d'attente prorogée expirera.

Le débriefing peut être par écrit, par téléphone, vidéo-conférence ou en personne. Nous vous informerons par écrit et dans les meilleurs délais de la manière dont le débriefing aura lieu, en confirmant la date et l'heure.

Lorsque la date limite de demande d'un débriefing est expirée, vous pouvez cependant demander un débriefing. Dans un tel cas, nous accorderons le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la notification d'attribution du Contrat.

- Comment formuler une réclamation

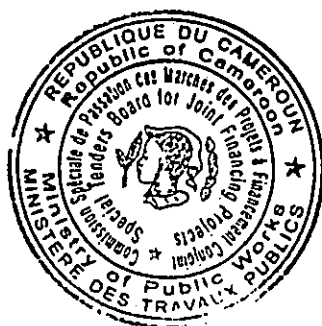
DATE ET HEURE LIMITES : l'heure et la date limite pour présenter une réclamation est minuit le [insérer la date] (heure locale).

Nom : _____

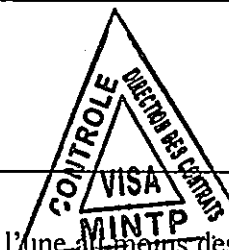
Titre/position : _____

Téléphone : _____

Adresse électronique : _____



	(Oui / Non)	(Oui / Non)	d'administration ou autorité équivalente du Consultant (Oui / Non)
[insérer le nom complet, la nationalité, le pays de résidence]			



(ii) nous déclarons qu'il n'y a aucun bénéficiaire effectif qui remplisse l'une au moins des conditions ci-après :



détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions

détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote

détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité

des membres du conseil d'administration ou autorité équivalente du Consultant

(iii) nous déclarons être dans l'incapacité d'identifier un quelconque bénéficiaire effectif qui remplisse l'une au moins des conditions ci-après :

[Si cette option est sélectionnée, le Consultant doit fournir des explications sur les raisons pour lesquelles il n'est pas en mesure d'identifier un propriétaire bénéficiaire.]

- détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
- détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
- détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d'administration ou autorité équivalente du Consultant

Nom du Consultant :* [insérer le nom complet du Consultant]

Nom de la personne autorisée à signer au nom du Consultant (signataire de la Proposition ou du Contrat):** [insérer le titre/capacité complet de la personne signataire]

En tant que : [indiquer la capacité du signataire]

Signature de la personne nommée ci-dessus [insérer la signature de la personne dont le nom et la qualité sont indiqués ci-dessus]

En date du _____ jour de [Insérer la date de signature]

*Dans le cas d'une proposition présentée par un groupement de bureaux de Consultants, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Consultant.